

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**
p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Unité
Ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2097 - 10 octobre 2008 - prix : 1 € - DOM 1,50 €

Crise financière

**Il faut
exproprier
les banques !**

p. 3 à 9

Automobile

Interdire les licenciements !

p. 14 et 15



Sommaire

Leur société

- p. 4
 - L'État achète 30 000 logements
 - Les riches défendent leur ghetto
 - Le procès des ventes d'armes à l'Angola
- p. 5
 - La crise et l'Europe
 - Sarkozy en guerre contre les « abus »
 - Un Sarkoshow annulé à Bercy
- p. 6
 - Exproprier le capital financier
 - L'odyssée de Dexia
- p. 7
 - Les paradis fiscaux
 - Ceux qui font des affaires en temps de crise
 - « Effondrement » du crédit
- p. 12
 - L'affaire des frégates de Taïwan
 - Formation : la Cour des comptes annonce la couleur
 - Le drone européen
 - Hausse des tarifs des passeports et des cartes d'identité
- p. 16
 - Cap Gemini Toulouse
 - Les sans-papiers maintenus dans la clandestinité au profit des patrons
 - Malakoff, Taoufik doit revenir

Dans le monde

- p. 8
 - États-Unis : augmentation du chômage
 - Allemagne : explosion du travail précaire et des bas salaires
 - Belgique : un mouvement de grève
- p. 9
 - Islande : modèle ou épouvantail ?
 - Secret bancaire
 - Afrique, Caraïbes, Pacifique : les populations pauvres victimes de la crise
 - Dans le monde : il manque 18 millions d'instituteurs
- p. 10
 - Colombie : violence d'État
 - Côte-d'Ivoire : procès des déchets toxiques
 - Union européenne : des économies

Dans l'enseignement

- p. 11
 - Faire du 19 octobre une journée de riposte
 - Le service minimum à l'école
 - Lycée professionnel Jean-Moulin - Le Blanc Mesnil

Dans les entreprises

- p. 14
 - Renault Sandouville
 - Mondial de l'automobile
 - Renault Flins Presses
- p. 15
 - PSA Rennes
 - Peugeot Poissy
 - Peugeot Sochaux

Versez à notre souscription !

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continuent à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

par chèque libellé à l'ordre de :

Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôt de 200 euros à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

Orléans

Samedi 11 octobre
à partir de 15 h
Salle Eiffel, 15, rue de la Tour-Neuve

Reims

Dimanche 12 octobre
à partir de 10 h
Salle Rossini, face à l'Intermarché Wilson

Le Mans

Samedi 18 octobre
à partir de 16 h 30
Salle Pierre-Guédou

Saint-Denis

Samedi 18 octobre
à partir de 16 heures
Salle de la Légion-d'honneur Centre-ville (face à la basilique)

Dijon

Dimanche 19 octobre
à partir de 12 h
Maison de Marsannay, Marsannay-la-Côte

Mulhouse

Dimanche 19 octobre
à partir de 11 h 30
Salle Sainte-Geneviève, place du Printemps

Bordeaux

Samedi 25 octobre
à partir de 15 h 30
Salle Louise-Michel (Quartier Caupian, Hastignan) Saint-Médard-en-Jalles

Grenoble

Dimanche 9 novembre
à partir de 11 h 30

Salle des fêtes d'Échirolles, avenue du 8 mai 1945 (tram ligne A, arrêt La Rampe - Centre-ville)

Compiègne

Samedi 15 novembre
à partir de 18 h
Salle des fêtes Margny-lès-Compiègne

Limoges

Samedi 15 novembre
à partir de 15 h 30
Salle Pierre-Louis - Feytat

Fourmies

Samedi 22 novembre
à partir de 17 h
Salle des fêtes Sains-du-Nord



LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyiste)
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20
Télécopie : 01 48 10 86 26

LO AUDIO... ET VIDÉO !

Pour tous ceux qui ont du mal à lire, Audio-LO vous permet désormais d'écouter sur internet une version audio de nos parutions : *Lutte Ouvrière*, *Lutte de Classe* et brochures du Cercle Léon Trotsky.

Pour y accéder :
www.lutte-ouvriere-audio.org

NOUVEAU :
les exposés des Cercles Léon Trotsky ou les récents passages d'Arlette Laguiller dans des émissions de radio et de télévision sur le site :
www.audiovideo-lo.org

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 6 octobre

« Moraliser la finance » commencerait par l'expropriation des responsables de la crise



Bien que le mot écorche la bouche des ministres, ils sont obligés de parler de récession. Même d'après les statistiques officielles mensongères, pour le deuxième trimestre, la production recule. Ce qui signifie déjà des licenciements, des suppressions d'emplois supplémentaires, d'autant que nombre de grandes entreprises, celles de l'automobile en particulier, anticipent que leurs ventes iront en diminuant et elles mettent des travailleurs à la porte à titre préventif. Et plus il

il y a de licenciements, plus il y a de chômeurs, plus la consommation continuera à diminuer. C'est toute leur économie basée sur les lois du marché qui se retrouve sur la pente savonneuse.

Il n'y a pas d'illusions à se faire : la crise n'est pas finie. Plus personne n'ose prétendre que la crise financière partie des États-Unis restera sagement de l'autre côté de l'Atlantique. Chaque jour on nous annonce désormais qu'une nouvelle banque, cette fois-ci européenne, est menacée de faillite. Et en même temps on nous annonce les sommes fantastiques que les États européens alignent pour les sauver.

Sarkozy, s'agitant comme d'habitude sans que cela atténue la tempête financière, a réuni samedi dernier les dirigeants des quatre pays les plus riches de l'Union européenne pour élaborer un plan de sauvetage commun. Les dirigeants d'Allemagne, de Grande-Bretagne, de France et d'Italie se sont en effet mis d'accord sur... le chacun pour soi et tous pour leurs propres capitalistes !

Comme par miracle, chacun des gouvernements trouve des dizaines de milliards à mettre sur la table pour sauver telle ou telle banque. Le gouvernement allemand a sorti 50 milliards d'euros rien que pour dépanner une seule banque. La Grande-Bretagne vient de sortir 250 milliards de livres ! Quelques jours auparavant, le gouvernement français, dont le chef assurait il y a peu que les caisses sont vides, a trouvé le moyen, en association avec le gouvernement belge, de déboursier 6,4 milliards pour renflouer Dexia !

Les gouvernements nous serinent depuis des années, ici, en France, que le déficit de la Sécurité sociale, estimé ces temps-ci à 9 milliards d'euros, serait catastrophique. Et c'est pour éviter cette prétendue catastrophe qu'ils ont

imposé les franchises médicales, la diminution des remboursements et toutes les mesures qui empêchent les classes populaires de se soigner convenablement. Mais, pour racheter la seule banque Dexia, pour dédouaner généreusement ses actionnaires, ils ont trouvé en 24 heures de quoi combler les deux tiers du déficit de la Sécu.

Et des États-Unis aux pays européens, se mène une seule et même politique de classe, d'un cynisme écœurant, qui consiste à distribuer des sommes, qui se chiffrent en dizaines et en centaines de milliards, aux banques, aux entreprises capitalistes, aux spéculateurs, que l'on fera payer à toute la population.

Cela n'arrête même pas la crise. Le système bancaire tremble sur ses bases. Le krach de la Bourse n'est plus une menace mais un fait. Les places boursières se suivent dans la chute au fil du décalage horaire. Les injections d'argent des États pour sauver les institutions financières facilitent seulement le rachat des banques les unes par les autres. C'est ainsi que l'argent public dépensé pour sauver la banque Fortis la semaine dernière a servi cette semaine à faciliter le rachat de cette banque par BNP Paribas. Pendant que l'économie mondiale tremble, les plus forts des requins de la finance avalent de plus faibles avant d'être, peut-être, croqués à leur tour...

Même si la crise bancaire ne s'aggrave pas davantage, elle aura conduit à une redistribution des cartes entre les institutions financières les plus puissantes, à une concentration plus grande encore, en laissant derrière la crise un champ de ruines, des entreprises fermées, des travailleurs jetés à la rue, des masses populaires poussées vers la pauvreté.

Devant l'ampleur de la débâcle, les dirigeants des États en appellent tous à la moralisation de la finance, à son contrôle, tout en arrosant les financiers spéculateurs, responsables de la crise.

La seule réponse à la crise financière qui serait dans l'intérêt de la population n'est certainement pas de renflouer les financiers avec l'argent de leurs victimes. Ce serait d'exproprier toutes les banques pour les réunir en une seule et la soumettre en effet au contrôle ; pas celui d'autres financiers et de leurs compères, mais celui de leurs salariés, de leurs petits usagers et de toute la population.

Arlette LAGUILLER

Les deux faces du même capitalisme

Dans son discours de Toulon de fin septembre, Sarkozy avait déclaré vouloir « un capitalisme entrepreneurial plutôt qu'un capitalisme financier » et, depuis, lui et ses partisans reprennent régulièrement ce refrain. Mais ils ne sont pas les seuls et cette idée est largement reprise par les médias, qui opposent le « bon » capitalisme qui crée de la richesse, au « mauvais », responsable de la crise actuelle.

D'un côté, il y aurait le bon capitalisme « entrepreneurial », celui qui véhicule l'image d'industriels qui créent de la richesse dont bénéficierait l'ensemble de la population, à commencer par les travailleurs de ces entreprises ; ceux qui prennent des risques individuels et les assument et qui, quand ils font des profits, en réinvestissent une bonne part pour permettre le développement de la production, permettant ainsi la croissance, donc l'enrichissement général. Et de l'autre côté se range-

raient les tenants du « mauvais » capitalisme, celui basé sur la spéculation financière et qui nuit au fonctionnement de l'économie.

Mais cette image plutôt simpliste n'a rien à voir avec la réalité. Derrière ces deux formes prétendument opposées de capitalisme, on trouve les mêmes individus. D'abord, toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, ont recours aux banques et aux assurances pour exercer leur activité, que ce soit pour obtenir un crédit, placer leur argent, effectuer les opérations bancaires courantes ou s'assurer. De plus, les profits que dégagent les entreprises sont de moins en moins réinvestis dans la production et alimentent au contraire la spéculation. Ils sont à la base de toutes sortes d'opérations financières, les grands groupes rachetant à bas prix des entreprises pour les revendre plus cher, après les avoir rentabilisées, de leur point de vue, par des licenciements. Et les dividendes

qu'ils distribuent aux actionnaires ont été placés, et continuent à l'être, sur des fonds spéculatifs, qui, au moins jusqu'à l'actuelle crise financière, leur rapportaient beaucoup plus que s'ils avaient investi dans le développement industriel. C'est d'ailleurs un des facteurs qui ont précipité la crise actuelle.

Tous les capitalistes, quel que soit leur poids, participent à ce jeu de Monopoly géant où l'argent dégagé par le travail des ouvriers qui produisent les richesses est accaparé par une poignée de parasites, mais seulement pour la recherche de leur enrichissement personnel. C'est le fonctionnement même du système capitaliste où, au contraire de ce que dit la chanson, « rien n'est bon chez lui, tout est à jeter ».

Marianne LAMIRAL

Cercle Léon Trotsky

**Crises alimentaires
périodiques,
plus d'un milliard de
sous-alimentés**

**CAPITALISME
AFFAMEUR !**

**vendredi 17 octobre
à 20 h 30**

**Théâtre de la
Mutualité**

24, rue Saint-Victor
à Paris 5^e
(Métro Maubert-Mutualité)

Participation aux frais : 3 euros.

• Achat de 30 000 logements par l'État

Sarkozy a des idées... pour les promoteurs

La dernière trouvaille de Sarkozy, sous prétexte d'aider à la construction de logements, a été l'annonce que l'État allait acheter aux promoteurs plus de 30 000 logements. Les logements en question ont bien été réalisés sur plan, les terrains acquis, les marchés avec les entreprises du bâtiment passés, mais les ventes peinent à se réaliser et les promoteurs préfèrent alors ne pas construire plutôt que de se retrouver avec la moitié – ou plus – de leurs immeu-

bles vides, sans acquéreurs. Qu'à cela ne tienne, le gouvernement vole à leur secours en achetant ces 30 000 logements, sans aucune garantie ni qu'ils seront vraiment construits un jour, ni non plus qu'il s'agira de logements sociaux.

Avec la crise actuelle, le ralentissement du marché des logements neufs ne peut que s'accroître et les promoteurs ne cessent de se plaindre : en 2008, moins de 400 000 logements neufs ont été vendus, contre

plus de 500 000 les années précédentes. Dans ce contexte, le président de la Fédération nationale des promoteurs-constructeurs, c'est bien le moins qu'il pouvait faire, s'est félicité de l'engagement de Sarkozy, qui ne s'accompagne pour eux d'aucune contrainte.

Faisant semblant de se soucier des problèmes de logement des familles, Sarkozy prétend d'une part acheter les 30 000 logements à des prix « décotés ». Mais on sait que les

promoteurs n'accepteront ni de construire ni de vendre s'il n'y a pas de profit à la clé. Et dans le même temps le gouvernement s'apprête à céder aux promoteurs, à des prix cassés, des terrains appartenant à l'État pour leur permettre de construire ce qu'ils veulent, et en priorité des appartements destinés à une clientèle argentée. En fait, dans un cas comme dans l'autre, ce sont les intérêts des marchands de béton qui sont privilégiés.

Un État qui serait vraiment

au service de la population pourrait se servir de l'argent public pour acheter des logements afin de répondre aux besoins de celle-ci. Et surtout il pourrait construire directement, sans passer par des promoteurs qui ne construisent que lorsqu'ils sont assurés de vendre avec profit. Un office public du logement n'aurait comme objectif que de construire pour satisfaire sans délai toutes les demandes de logement correct et à bon marché.

Lucienne PLAIN

• Paris 16^e

Quand les riches défendent leur ghetto

Située dans le 16^e arrondissement de Paris, la Villa Montmorency est une zone résidentielle close où logent des membres de la grande bourgeoisie traditionnelle et quelques-unes des grandes fortunes du pays. Les habitants de ce ghetto pour ultra-riches sont en émoi : la mairie de Paris a en effet l'audace de vouloir construire à proximité 180 logements sociaux.

La Villa Montmorency, qui n'est ouverte qu'aux invités de ses habitants très fortunés, est un lotissement de cinq hectares entouré de hautes grilles en fer forgé, avec herbes et caméras vidéo. S'y concentre une centaine d'hôtels particuliers et de villas cossues. Des panneaux expliquent la philosophie du lieu : « La Villa Montmorency n'est pas publique »... « les contrevenants seront poursuivis ».

Les seuls piétons qu'on y croise sont du personnel en

livrée ou les nourrices des jeunes héritiers des propriétaires. Une maison de 500 m² vaut 10 millions d'euros et un hôtel particulier de 700 m² avec jardin 17 millions.

On retrouve là le gotha des affaires : Vincent Bolloré (groupe Havas) et ses deux fils, Arnaud Lagardère (groupe Lagardère), Georges Tranchant (casinos du Finindusco), Dominique Desseigne (hôtels et casinos Lucien Barrière), Jean-François Roverato (groupe Eiffage), Jean-Paul Bucher (société de restauration Flo), Xavier Niel (société Iliad, qui possède le serveur Free), Jean-Paul Baudecroux (radio NRJ), l'opticien Alain Afflelou (pas si fou !). On ajoutera quelques vedettes du show-business, passé et présent : Rika Zaraï, Sylvie Vartan, Mylène Farmer et... Carla Bruni, qui accueille là son président de mari.

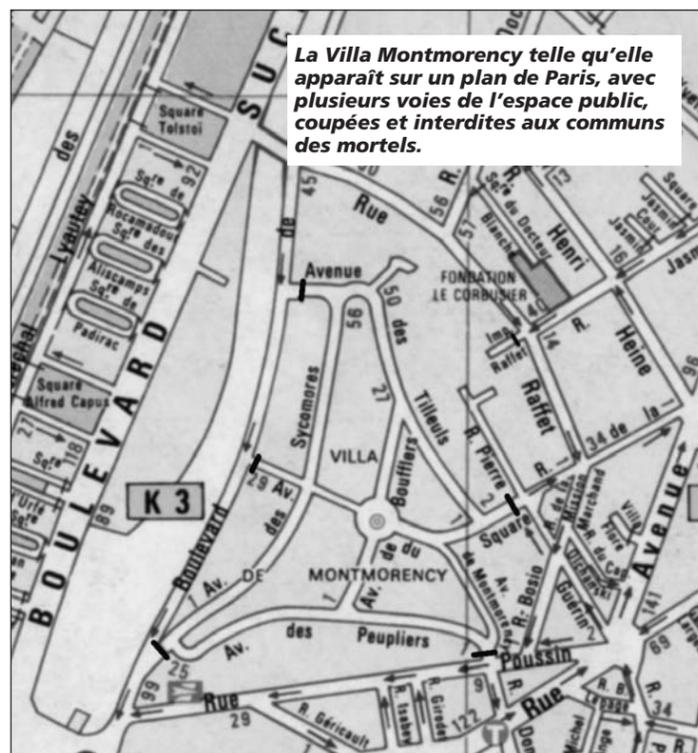
En fait, l'ensemble immobilier annoncé par la mairie ne sera visible que depuis la trouée d'une entrée secondaire de la Villa, mais c'est encore trop aux yeux de ses habitants, mobilisés derrière le maire du 16^e arrondissement, l'UMP Claude Goasguen, et son adjoint à l'urbanisme et à l'architecture, Grégoire Chertok, tout à la fois associé-gérant de la banque Rothschild et... résident de la Villa Montmorency.

La mairie a prévu une construction en deçà de ce que permettraient les 14 000 m² dont elle dispose sur un ancien terrain SNCF. Elle n'en est pas moins accusée, sans rire, de « bétonnage intensif » ! Mais, on l'a compris : pour les riverains, avec ces malheureux 180 logements sociaux annoncés sous leurs fenêtres, ils risqueraient d'apercevoir... des pauvres ! Horrible spectacle

qui pourrait gâcher la digestion des mets que leur livrent à jet

continu les meilleurs traiteurs.

Jacques FONTENOY



• Ventes d'armes à l'Angola

Un procès qui tombe mal pour le gouvernement

Le 6 octobre a débuté à Paris le procès de l'Angolagate, nom donné au trafic d'armes organisé de 1993 à 2000 par l'homme d'affaires, disons plus précisément le trafiquant, Pierre Falcone affublé de quelques complices de haut rang, à destination de l'Angola, alors en pleine guerre civile.

Quarante-deux personnes sont jugées pour avoir profité des largesses de Falcone. Parmi elles figurent des personnages politiques de droite et de gauche : Jacques Attali, Jean-Christophe Mitterrand (le fils

de François), Charles Pasqua, etc. En 1993, Édouard Balladur était Premier ministre, François Mitterrand président et Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères. Charles Pasqua était ministre de l'Intérieur et aurait bénéficié de plusieurs centaines de milliers d'euros en contrepartie de ses bons offices. Le montant des ventes de chars, de canons, d'obus, de mitrailleuses et de mines en provenance de et à destination de l'Angola a été chiffré à 501 millions d'euros.

Le procès, prévu pour durer plusieurs mois, donnera sans doute lieu à quelques révélations et des coups de théâtre.

Mais son ouverture ne suscite guère d'enthousiasme du côté du gouvernement. Ainsi Hervé Morin, l'actuel ministre de la Défense, avait écrit en juillet 2008 aux avocats de Pierre Falcone que, les armes n'ayant pas transité par la France, les poursuites pour « vente illicite d'armes » ne pouvaient être retenues contre leur client, grand ami du président angolais Dos Santos. En mai dernier Sarkozy s'était rendu en Angola, à la satisfaction des nombreux dirigeants d'entreprises qui l'accompagnaient. Thalès avait signé un contrat de 140 millions d'euros visant à fournir au gouvernement un

système de télécommunications civiles et militaires. Total, déjà présent sur place, espère d'ici deux ou trois ans devenir le principal opérateur pétrolier de ce pays, qui est le troisième producteur de pétrole en Afrique et, depuis avril 2008, le premier exportateur pétrolier du continent. Les réserves en gaz de l'Angola suscitent aussi les convoitises des entreprises. Bolloré, l'un des milliardaires amis de Sarkozy, se prépare à jeter son dévolu sur la modernisation et la gestion du port de Luanda. Quant à la Société Générale, elle a accordé aux autorités angolaises un crédit de 300 millions de dollars des-

tinés au financement des échanges entre les deux pays.

Avec de telles promesses inscrites dans le carnet du voyageur de commerce Sarkozy, il n'est pas étonnant que celui-ci ait alors annoncé sa volonté de tourner la page de l'Angolagate, qualifié de « malentendu du passé ».

La priorité du gouvernement français n'est donc pas de régler de vieilles querelles qui à ses yeux apparaissent comme des brouilles, mais d'assurer aux entreprises françaises une part dans le pillage des richesses de l'Angola. D'où l'embaras qu'il manifeste.

Annie ROLIN

• La crise et l'Europe

Chaque État protège ses capitalistes

La crise a encore été pour Sarkozy l'occasion de donner libre cours à une agitation amplifiée par sa fonction de président temporaire de l'Union européenne qui, pour être frénétique, n'en pas pas pour autant débouché sur grand-chose.

Samedi 4 octobre, c'était la réunion à quatre (Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, France) avec les responsables de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne. Il en est sorti de belles paroles : un engagement « à travailler de manière coopérative et coordonnée au sein de l'Union européenne avec les autres partenaires internationaux ». Mais aucun plan, et pour cause : chacun s'est précipité pour

renflouer ses propres banquiers, dont certains menaçaient de dévisser totalement, comme Hypo Real Estate en Allemagne, et pour réaffirmer à ses propres épargnants qu'ils n'avaient rien à craindre dans leur pays.

Lundi 6 octobre, Sarkozy a lui aussi déclaré solennellement, sur les marches de l'Élysée, qu'aucun déposant ne perdrait « un seul euro ». Mardi 7, le sommet des États européens au grand complet devait déboucher sur un plan commun, qui aurait témoigné de la solidarité européenne et de leur souci commun de protéger les petits épargnants : il a débouché sur la décision de relever à 50 000 euros, contre 20 000 actuellement, le plafond de garantie des dépôts bancaires dans l'Union européenne.

On avait évoqué 100 000 euros, mais certains États ont jugé cela impossible à tenir.

La montagne a donc accouché d'une souris. D'abord parce que chacun va conserver ses propres règles officielles : une garantie illimitée en Allemagne ou en Irlande, un plafond de 100 000 euros pour l'Italie et les Pays-Bas, 70 000 pour la France où Fillon a assuré en même temps, sans craindre le ridicule, que le pays garantissait à 100 % les dépôts des épargnants, car il n'y aurait pas de faillite de banques – encore un adepte de la méthode Coué !

Mais toute cette cacophonie est surtout un gigantesque coup de bluff, car les fonds de garantie existant actuellement sont totalement insuffisants pour éponger les pertes éven-

tuelles. Et surtout parce que les gouvernements se soucient avant tout de remettre à flot leurs capitalistes, et pas du tout de sauver coûte que coûte les économies de leurs épargnants. Pour ceux-là, il s'agit simplement d'une opération de communication.

L'argent de l'État, c'est-à-dire celui des salariés, des travailleurs de quelque pays européen que ce soit, qu'il s'agisse de celui des impôts et peut-être de celui des comptes d'épargne, si la situation s'aggrave, tout cet argent servira à colmater les brèches faites par les spéculateurs. Les États volent au secours de leurs banques respectives : la franco-belge Dexia, la française Natixis, l'italienne Unicredit, l'allemande Hypo Real Estate, et ce n'est pas fini.

Mercredi 8 octobre, le gouvernement britannique a annoncé un plan de soutien aux plus grandes banques du pays pour un montant de 50 milliards de livres (65 milliards d'euros) et une « ligne de crédit » de 200 milliards de livres.

Enfin, Jean-Claude Trichet a déclaré que la Banque centrale européenne continuerait à injecter « aussi longtemps que nécessaire » des liquidités dans le système bancaire. Pour les banques et pour leurs actionnaires, les actes suivent les promesses.

Sylvie MARÉCHAL

Un sarko-show annulé à Bercy

Samedi 4 octobre, Sarkozy avait prévu de venir s'adresser à 12 000 apprentis européens réunis au Palais omnisports de Paris-Bercy. Cette cérémonie, organisée et financée par le gouvernement dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne, n'avait qu'un motif réel : fournir un auditoire à Sarkozy. Tout était prévu pour lui assurer un triomphe, de l'estrade aux caméras de télévision, tout... sauf le public.

En effet, quand la présentatrice a annoncé la venue du président de la République, des huées et des sifflets fort nombreux se sont fait entendre, montrant que celui-ci ne serait pas en terrain conquis. Les services de l'Élysée ont alors opportunément fait savoir que le président ne pouvait « s'extraire » de la préparation du sommet des dirigeants européens sur la crise financière. Pourtant, vu ce que ce sommet allait donner comme résultats...

Les services de Sarkozy ont-ils cru qu'il suffisait de payer un voyage en car et un sandwich à des apprentis pour qu'ils applaudissent n'importe quoi, ou plutôt n'importe qui ? S'ils persistent à vouloir organiser un meeting de la jeunesse travailleuse applaudissant Sarkozy, mieux vaudrait y inviter des députés UMP, des bourgeois de Neuilly et des habitués du Fouquet's, son fan club naturel.

Paul GALOIS

• Sarkozy en guerre contre les « abus » ?

Le leurre des parachutes dorés

Le gouvernement et le patronat font beaucoup de battage à propos des « parachutes dorés », ces sommes énormes touchées par les dirigeants de grandes entreprises lorsqu'ils quittent leurs fonctions. Le cas du dirigeant de Dexia, dernier prétexte à toute cette agitation, est effectivement choquant : alors que les États français et belge déboursaient 6,4 milliards d'euros pour empêcher la faillite de cette banque, son patron, Alex Miller, réclamait qu'on lui verse 3,7 millions d'euros à titre d'indemnités de départ, avant d'y renoncer.

Sarkozy et Parisot, la dirigeante du Medef, ont donc endossé leur armure de chevaliers blancs pour dénoncer ces pratiques, responsables à les en croire de l'image négative des entreprises. Sarkozy a pris l'initiative, lançant un ultimatum au patronat pour qu'il édifie en trois jours un code de bonne conduite des entreprises.

Ce dernier s'est empressé de s'exécuter et, lundi 5 octobre, le Medef et l'Association française des entreprises privées ont donc présenté le « code de gouvernance » qu'ils demandent aux grands patrons de respecter. Mais les seules nouveautés, par rapport à la pratique



actuelle, résident dans le fait que seuls les patrons qui ont « bien » dirigé leur entreprise pourraient prétendre à demander leurs indemnités de départ. Il faudrait aussi que leur départ soit contraint et non volontaire, et que le montant de ce qu'ils touchent ne dépasse pas deux ans de salaire, en incluant toutes les primes, jetons de présence ou stock-options. Comme en général les indemnités que touchent les dirigeants des grandes entreprises tournent autour d'un an de salaire, la menace ne risque pas de les faire frémir. Pas plus que

l'autre menace agitée par Parisot : au cas où les entreprises ne respecteraient pas ce code, elles seraient alors obligées de « s'expliquer, à l'égard du Medef, de leurs actionnaires et (quand même) du grand public »... Le gouvernement n'impose donc aucune contrainte aux dirigeants d'entreprise, il leur demande juste de mettre les formes nécessaires pour que les rémunérations qu'ils s'octroient soient moins choquantes.

En fait, par cette pseudo-croisade contre les parachutes dorés, le gouvernement

repréend une tactique bien éculée. « L'abus » d'une poignée de dirigeants d'entreprises, certes choquant, n'est encore rien face au scandale de toutes ces grandes banques que l'on renfloue à coups de dizaines, voire de centaines de milliards, aux frais de la population, sous prétexte que leur faillite risquerait d'engloutir tout le système. Un système qu'il est impossible de « moraliser », mais qu'il faut abattre, avant qu'il ait englouti l'économie, et la vie de millions d'hommes sur la planète.

Marianne LAMIRAL

• Crise financière

Exproprier le capital financier !

Face à la crise financière, les États, de l'Islande aux États-Unis en passant par la France et les autres puissances européennes, ne savent qu'ouvrir leurs caisses pour renflouer les banquiers faillis.

Cela peut prendre plusieurs formes : l'intervention des banques centrales pour prêter des capitaux aux banques à cours de liquidités, la reprise avec des fonds publics des titres « toxiques », l'entrée d'organismes publics au capital de certaines banques, la garantie étatique sur les activités de telle ou telle institution financière, etc. Mais, dans tous les cas, il s'agit de l'intervention de la puissance publique dans les affaires des capitalistes privés.

Cela fait dire à un certain nombre de politiciens et de

commentateurs qu'il s'agirait de « nationalisations » et que, après des décennies de « libéralisme débridé », les gouvernements seraient contraints de revenir à une économie régulée par les États, seul moyen d'après eux d'éviter la crise catastrophique.

Mais ce ne sont là que des mots. L'intervention de l'État dans l'économie est constante et, depuis longtemps, les entreprises capitalistes ne survivraient pas sans son aide, qu'il joue le rôle de banquier, de client, de représentant de commerce ou tout simplement de prestataire de services gratuits (de l'aménagement du territoire à la distribution d'énergie et aux subventions).

Plutôt que de dire que les États en seraient à nationaliser les banques, il serait plus exact de dire qu'ils prennent en

charge les branches pourries, reprennent à leur compte les dettes insolubles et les crédits douteux des financiers en faillite, en leur fournissant en échange des crédits d'État. Quant aux parties jugées saines, ils les offrent pour une bouchée de pain aux banques qui paraissent solides. C'est par exemple ce que viennent de faire la France et la Belgique en assumant les dettes de Fortis et en confiant le reste à BNP Paribas.

Mais même la nationalisation effective des banques existantes, si certains États en arrivaient là, ne constituerait qu'une opération de blanchiment d'argent à grande échelle. Les financiers à qui les États rachèteront leurs actions n'auront en effet rien de plus pressé que de fonder de nouvelles banques ou autres institu-

tions financières avec leurs capitaux propres et frais, à partir desquelles ils pourraient de nouveau se lancer dans la spéculation. De plus la crise de confiance des capitalistes dans leur propre système financier pourrait se reporter alors sur les États. C'est peut-être certains d'entre eux qui se trouveraient alors en faillite et dont la monnaie s'écroulerait, avec des conséquences économiques et politiques catastrophiques.

Ce qui serait nécessaire, c'est l'expropriation de l'ensemble du système financier, ainsi que sa fusion en un ensemble unique. Cette expropriation devrait avoir lieu sans indemnité ni rachat. Car il n'y a pas à donner aux spéculateurs une prime pour recommencer leurs jeux dangereux. Et seule la fusion en un ensemble unique

pourrait permettre que le système de crédit serve vraiment à faire fonctionner l'économie, c'est-à-dire à produire tout simplement pour que la population ait les moyens de vivre décemment. Encore faudrait-il, bien sûr, que cette banque centrale unique soit au service de la population, et pas à celui des financiers et des capitalistes.

Il faudrait pour cela que la population ait les moyens de contrôler cet organisme financier, que le secret des affaires soit aboli, afin que l'économie soit effectivement orientée vers la satisfaction des besoins, et pas vers l'accumulation de profits. Il faudrait donc que les travailleurs se donnent les moyens d'intervenir à tous les niveaux de décision. En bref, qu'ils exercent le pouvoir.

Paul GALOIS

• Dexia

L'odyssée d'une banque d'État privatisée

La banque Dexia continue à être dans la tourmente. Après avoir vu son capital renfloué de 6,4 milliards d'euros par les États français, belge et luxembourgeois, son nom est à nouveau cité dans les retombées de la quasi-faillite de la banque allemande de crédits hypothécaires HRE.

À ceux qui affirment qu'il y aurait d'un côté des financiers qui spéculent de façon irresponsable, et de l'autre des organismes financiers qui jouent un rôle essentiel et utile dans l'économie, l'exemple de Dexia confirme qu'en réalité une telle séparation relève de la fiction.

Dexia est un établissement spécialisé dans le financement – réputé peu risqué – des collectivités locales. Cette banque est issue pour une part de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL) qui était gérée par la Caisse des Dépôts, un des bras financiers de l'État. La CAECL était un établissement public, comme l'est encore aujourd'hui La Poste.

Pierre Richard, qui présidait jusqu'à tout récemment Dexia Crédit local, est un ancien haut fonctionnaire. Après avoir fréquenté les cabinets ministériels, il fut nommé directeur des collectivités locales au ministère de l'Intérieur en 1978 et s'impliqua dans la préparation des lois de décentralisation de 1982 et 1983.

À la suite de ces lois, le budget des communes, des départements et des régions a considérablement augmenté, et donc également leurs besoins d'emprunt. Accorder des crédits aux collectivités locales s'est avéré profitable, d'autant que celles-ci ont continué à aménager les espaces urbains, à construire des écoles, des équipements sportifs, des bibliothèques, etc., dans une époque où le secteur privé avait pratiquement cessé d'investir.

Le capital privé allait donc s'intéresser au financement des collectivités locales. La CAECL est devenue le Crédit local de France en 1987. Sa privatisation a été lancée en 1993 et son président, Pierre Richard, en est alors devenu le PDG. Elle a fusionné avec le Crédit communal de Belgique en 1996, pour donner naissance à Dexia.

Puis, l'augmentation des profits tirés des finances locales en France a conduit la banque à rechercher de nouvelles opportunités : rachat d'établissements financiers, octroi de prêts et de garanties d'emprunts aux collectivités locales à travers le monde. Aux États-Unis, le Financial Security Assurance (FSA) devenu filiale de Dexia a, par exemple, apporté sa garantie à des créances immobilières de type « subprime ». Pour le déploiement de ses activités, Dexia a pu s'appuyer sur son excellente notation, liée au soutien des pouvoirs publics



Au Luxembourg, un immeuble abritant des banques, dont Dexia.

Transnationale

français toujours présents au capital par le biais de la Caisse des Dépôts et de la Caisse nationale de prévoyance.

Le résultat a été mirifique au point de vue de ses actionnaires :

son chiffre d'affaires et sa capitalisation boursière ont explosé, jusqu'au début de cette année.

Jusqu'à ce que la bulle éclate et que les gouvernements de

trois pays se portent en urgence au secours de la banque et, du même coup, au secours de ses principaux actionnaires.

Jean SANDAY

• Le sauvetage de Dexia

Au secours du capital privé

« Dès lors que ce groupe est né historiquement à la Caisse des Dépôts, nous devons faire notre devoir d'actionnaire », a déclaré Augustin de Romanet, directeur de la Caisse des Dépôts, appelée par le gouvernement à la rescousse de Dexia après la chute de sa valeur boursière de 67 % en un an, dont près de 30 % en une seule séance.

Ce « devoir d'actionnaire » de l'organisme public permettra à la banque privée de continuer à spéculer, à essayer de profiter des opportunités que lui offriront la crise actuelle, quitte à l'aggraver.

Pour sauvegarder les finances des collectivités locales et pour donner un coup d'arrêt à l'anarchie actuelle, il faudrait exproprier le capital privé et

que soit mise en place une banque gérant les investissements utiles à la vie sociale et, entre autres, aux collectivités.

Mais attendre cela des gouvernements en place, ce serait croire que ces loyaux gérants du système capitaliste se préoccupent des intérêts de la population et laissent tomber la classe des capitalistes.

J. S.

• Paradis fiscaux

Le secret bancaire au cœur du système capitaliste

Dans le concert de discours sur la moralisation du système capitaliste, les dirigeants politiques de tout bord s'en prennent en particulier aux paradis fiscaux.

Le socialiste Emmanuelli s'étonne que ce soit le Premier ministre du Luxembourg, « le plus grand paradis fiscal d'Europe », qui appelle à la refondation du système financier international, affirmant qu'« appeler les incendiaires pour jouer le rôle des pompiers est indécent ». Le ministre du Budget Woerth annonce son souhait de « relancer le combat contre les paradis fiscaux » en organisant une réunion des pays de l'OCDE. Une porte-parole de l'UMP enfin a comparé les paradis fiscaux à « des cailloux dans la chaussure européenne, qui empêchent la concurrence normale entre les États de l'Union » !

Voilà donc les paradis fiscaux rendus responsables de tous les maux du système capitaliste. C'est à se demander pourquoi ils ont été entretenus et acceptés si longtemps. En fait ils ont de beaux jours devant eux, car ils ne sont pas seulement le repaire des traf-

quants et de criminels qui y blanchissent l'argent de la drogue et du crime ; les paradis fiscaux accueillent surtout des grandes banques et des grandes entreprises attirées par une fiscalité réduite qui leur permet d'échapper largement à l'impôt. Le journal *Alternatives économiques* estime que, début 2006, les banques y faisaient un peu plus de la moitié de leurs activités, qu'en 2007 les îles Vierges ont investi davantage en Chine

que le Japon ou les USA, et que l'île Maurice a été le premier investisseur mondial en Inde.

Mais il n'est même pas besoin d'aller dans ces îles exotiques pour trouver des paradis fiscaux. Il s'en trouve aux portes mêmes des grandes puissances capitalistes : Monaco pour la France, les îles anglo-normandes pour le Royaume-Uni, les Bahamas pour les USA ou encore le Liechtenstein pour la Suisse ou l'Allemagne.

Autant de lieux où l'opacité et l'anonymat sont la règle, une série de lois, de règlements fiscaux protégeant le sacro-saint secret des affaires. C'est incontestable, mais à ceci près que le secret règne aussi dans tous les centres financiers du monde capitaliste, dans toutes ces Bourses dont les indices sont en chute libre, parce que la spéculation y bat son plein, sans qu'on puisse savoir qui sont ces responsables, ni ce qu'ils ont fait exacte-

ment, ni de quoi ils seront sanctionnés... s'ils le sont.

Ce secret bancaire comme le secret commercial sont vitaux pour les capitalistes. Ils leur permettent de dissimuler d'où viennent et où vont leurs profits, où va l'argent tiré de l'exploitation. Le secret bancaire et commercial, et donc les paradis fiscaux sont au cœur même du fonctionnement de l'économie capitaliste. C'est toute la planète en fait qui est un paradis pour les capitalistes. Leurs sacro-saints profits y sont protégés par tous les gouvernements, au nom du droit des capitalistes de faire ce qu'ils veulent de l'argent qu'ils ont tiré de l'exploitation de la population.

Il faut exiger et imposer la levée du secret bancaire et commercial, et le contrôle des comptes par la population, à commencer par les employés des banques. Il faut exiger la transparence sur tous les mouvements financiers et la levée de l'anonymat, pas seulement aux îles Vierges ou aux îles Caïman, mais ici même, dans toutes les grandes entreprises et organismes financiers qui dictent leur loi à l'économie.

Cédric DUVAL



Ceux qui font des affaires en temps de crise

Le rachat pour 15 milliards d'euros de la société de banque et d'assurances Fortis, en Belgique et au Luxembourg, par BNP Paribas vient de rappeler que la crise fait le bonheur de certains grands groupes capitalistes. Et ils ne manquent pas de liquidités pour s'offrir tout ce qui passe à leur portée.

Par ce rachat, BNP Paribas devient la première banque de dépôts européenne. Et à prix bradé puisque, pour mettre la main sur Fortis dont la valorisation boursière avait chuté de 70 %, la BNP n'a sorti que 5,5 milliards d'argent frais, le solde venant sous forme d'échange d'actions. De plus, juste avant de céder Fortis qu'ils venaient de nationaliser en partie, les États belge et luxembourgeois y avaient injecté 11,2 milliards d'argent public : un matelas semblant mis là tout exprès pour que la BNP s'y allonge.

Quant à Fortis Pays-Bas, nationalisé par l'État néerlandais à 100 % (cela a coûté 16,8 milliards d'euros aux contribuables) dans l'attente de repreneurs, cela en fait déjà saliver plus d'un. La BNP, encore elle, le mastodonte

bancaire néerlandais ING, la Royal Bank of Scotland rivalisent notamment autour d'ABN Amro, filiale financière de Fortis Pays-Bas, la Deutsche Bank en ayant déjà récupéré 10 %...

En Europe, on peut aussi citer le cas de Banco Santander, une des toutes premières banques de la zone euro, qui vient en deux semaines de racheter deux groupes bancaires britanniques, et surtout leur réseau : Bradford & Bingley et Alliance & Leicester. Ou encore de l'assureur allemand Allianz qui vient de s'offrir pour 2,5 milliards de dollars la société financière Hartford.

Les spéculateurs internationaux misent actuellement sur la monnaie du Japon. Le niveau élevé du yen aide les conglomérats financiers nippons à faire leur marché. Mitsubishi UFJ, seconde plus grande banque mondiale en termes d'actifs, a raflé 21 % de Morgan Stanley, numéro 2 des banques d'investissement américaines. Sumitomo Mitsui a pris pied pour des centaines de millions de dollars chez Goldman Sachs, première banque d'affaires américaine. Quant à Nomura, il a racheté toutes les activités asiatiques, européennes et moyen-orientales de la banque américaine Lehman Brothers.

De Lehman Brothers on dit d'ailleurs que sa faillite a été précipitée par le géant américain JP Morgan Chase. Celui-ci, qui avait déjà racheté au printemps la cinquième banque de Wall Street, Bear Stearns, qui était à court de liquidités, vient de s'en offrir une autre pour près de deux milliards de dollars, Washington Mutual dont les actifs sont estimés à 300 milliards !

Aux États-Unis encore, le numéro 1 mondial de la banque, Citigroup, voulait racheter pour une bouchée de pain le sixième établissement bancaire du pays, Wachovia. Wells Fargo l'ayant emporté en surenchérissant un

peu, Citigroup lui réclame 60 milliards de dommages et intérêts !

Mi-septembre, Bank of America, elle, avalait la troisième société de Bourse du pays, Merrill Lynch, pour 50 milliards de dollars. Cela lui permet notamment de récupérer la moitié du fonds d'investissements BlackRock et de son portefeuille estimé à 1 400 milliards de dollars !

Mettant à profit la crise, le monde de la finance est lancé, en Europe, en Asie et en Amérique, dans un processus de concentration sans précédent. À tel point qu'aux États-Unis vient d'apparaître l'expression « Big Three »

(les « Trois Grandes ») pour désigner les super-géants Citigroup, Bank of America et JP Morgan Chase qui monopolisent de fait ce secteur.

Les dirigeants des États sont au chevet des banquiers et autres spéculateurs qui risqueraient d'être victimes de leur propre jeu, et présentent pour ce faire une addition sans fin aux contribuables et aux travailleurs. Mais pendant ce temps, le monde du capital continue à faire des affaires très profitables.

Pierre LAFFITTE

« Effondrement du crédit » et milliards à gogo

Dans la course aux bonnes affaires, les capitalistes en tant que personnes physiques ne sont pas en reste. Ainsi, la presse a rapporté ces jours-ci comment Warren Buffet, l'homme le plus riche du monde avec une fortune estimée à 65 milliards de dollars, l'a en deux semaines

encore agrandie. Il vient en effet de sortir près de 13 milliards de dollars – excusez du peu ! – pour entrer dans le capital du producteur d'électricité US Constellation, du numéro 1 mondial des banques d'affaires Goldman Sachs, et de General Electric !

On ne sait pas s'il

consomme le chocolat de luxe nommé – cynisme ou humour noir – Credit Crunch (« Effondrement du crédit », en anglais), que vient de lancer un magasin britannique très chic, mais une chose est certaine : lui et ses pareils sont à la fête.

P. L.

• États-Unis

Augmentation accélérée du chômage

Conséquence de la crise, le chômage s'est brutalement accru le mois dernier aux États-Unis : plus de 159 000 emplois ont disparu. 17 000 salariés ont été licenciés dans le secteur financier, 35 000 dans le bâtiment, 35 000 dans le commerce, 16 000 dans les transports, 51 000 dans l'industrie. Et cela avant même la vague de licenciements massifs qui accompagne l'aggravation de la crise. Tous les secteurs sont maintenant touchés.

Voilà des mois que la population laborieuse a commencé à payer pour la crise du système. D'après les chiffres du gouvernement, il y aurait déjà 760 000 emplois en moins cette année et le nombre officiel des chômeurs se monterait en septembre à 9,5 millions.

En réalité, là-bas comme ici, les gouvernements trafiquent les chiffres. Et voilà quarante ans qu'ils excluent des chiffres du chômage une catégorie après l'autre : les chômeurs qui n'ont pas cherché de travail depuis une semaine, les handicapés

même s'ils sont à la recherche d'un emploi, tous les chômeurs de longue durée, tous ceux qui n'ont trouvé que quelques heures de travail, etc. Si le taux de chômage était calculé selon les mêmes critères qu'en 1960, il y aurait à l'heure actuelle 15 % de chômeurs aux États-Unis, et non pas les 6 % annoncés par le gouvernement.

Au moment même où le chômage augmente à un rythme qui s'accélère, les fonds d'allocations chômage des différents États s'assèchent. Dans le Michigan, le fonds est déjà

endetté à hauteur de 225 millions de dollars. En Californie, dans l'État de New York et dans l'Ohio, les fonds seront en déficit d'ici la fin de l'année. Dans 32 états, il n'y a d'argent que pour moins d'un an. Non seulement les cotisations des entreprises n'ont pas été revalorisées régulièrement, mais les caisses de chômage se portent d'autant mieux qu'il y a peu de chômeurs. Quand la crise est là, les entreprises veulent encore moins payer, pour le chômage comme pour le reste, et bénéficient pour ce

faire de la bienveillante sollicitude des gouvernements.

Par exemple, General Motors a déjà annoncé qu'il ne pourra pas payer pendant les deux prochaines années ce qu'il doit au fonds de retraite que le syndicat de l'automobile, l'UAW, a accepté de gérer. Chômeurs, retraités ou futurs retraités, c'est toute la classe ouvrière qui a commencé à subir de plein fouet les conséquences de la crise, qui sont bien loin d'être virtuelles !

Dominique CHABLIS

• Allemagne

Explosion du travail précaire et des bas salaires

Alors que le gouvernement allemand se vante, depuis des mois, du recul du nombre de chômeurs officiellement recensés (l'Agence pour le travail comptabilisait en août 3,2 millions de chômeurs), l'Institut fédéral des statistiques, l'équivalent de l'Insee, a publié courant septembre des chiffres significatifs sur l'évolution de l'emploi dans le pays.

Entre 1997 et 2007, le nombre de « relations de travail normales » (c'est-à-dire d'emplois à durée indéterminée, à plein

temps et assujettis aux cotisations sociales) est passé de 28,7 à 30,2 millions. Mais au cours de la même période le nombre de personnes relevant de « formes d'emploi atypiques » est passé de 2,6 à 7,7 millions ! Ce terme recoupe les contrats à durée déterminée, ceux à temps partiel, le travail intérimaire ainsi que les formes de pseudo-« travail indépendant » qui se sont beaucoup développées au cours de la période récente.

Ces chiffres traduisent une augmentation considérable de la précarité, et au-delà une aggravation

importante des conditions de vie et de travail d'une grande partie de la classe ouvrière. C'est ce que confirme une enquête de la fondation Hans Böckler, liée à la centrale syndicale DGB, qui constate que l'essor économique des trois dernières années a profité essentiellement aux entreprises, dont les profits ont explosé (+ 25 %), et aux possédants. Les salaires réels nets en revanche ont baissé en moyenne de 3,5 % sur cette période. C'est même la première fois qu'il y a un recul des salaires dans une période de croissance économique. Une

autre étude, réalisée par des chercheurs de l'université de Duisburg-Essen, révèle qu'en l'espace d'une décennie (1995-2006) le quart des salariés disposant des revenus les plus faibles a vu son salaire brut réel chuter de 14 % ! Et bien des travailleurs ont aujourd'hui des difficultés à s'en sortir, même avec un travail à plein temps.

Voilà, sur le plan social, le résultat de la dernière décennie, au cours de laquelle la social-démocratie a été au pouvoir sans interruption, seule d'abord puis avec la droite, et pendant laquelle elle a

multiplié les attaques contre le monde du travail et permis au patronat de généraliser la précarité. Ce qui fait que l'Allemagne est aujourd'hui le pays d'Europe où le secteur des bas salaires est le plus développé. Et tout cela risque de s'aggraver dans la période qui vient, avec les conséquences de la crise financière que le ministre (social-démocrate) des Finances Peer Steinbrück, dans un discours prononcé le 25 septembre au Bundestag, a annoncées en déclarant que le pays devait s'attendre à une dégradation du marché du travail.

Henri MARNIER

• Belgique

Un mouvement de grève mieux suivi que préparé

Transports à l'arrêt dans l'ensemble du pays, en Flandre, à Bruxelles et en Wallonie ; grève dans des entreprises importantes, comme Audi à Bruxelles (ex-Volkswagen) et UCB où sont prévus 550 licenciements ; piquets de grève à l'entrée de zones industrielles en Wallonie et en Flandre ; 6 000 manifestants à Gand, surtout du textile où d'importants licenciements sont en cours. La journée nationale d'action du lundi 6 octobre en Belgique a été une réussite, bien que les appareils syndicaux aient manqué de conviction pour la préparer.

Elle était lancée par les trois syndicats du pays, CSC, FGTB et CGSLB (les syndicats chrétien, socialiste et libéral), comme un « avertissement au gouvernement et aux employeurs », pour le pouvoir d'achat, la revalorisation des allocations sociales, le maintien de l'indexation des salaires sur les prix et la diminution de la facture énergétique. Mais les deux syndicats qui comptent vraiment, CSC et FGTB, se sont

ingéniés à diviser ce mouvement unitaire, cette fois non pas entre la Flandre et la Wallonie, mais entre les différentes branches industrielles, certaines appelant à la grève et d'autres pas. Et encore, les grévistes étaient appelés à rester chez eux, presque aucune manifestation n'était prévue... pour permettre aux transports de faire grève !

Ainsi il n'y a pas eu de grève dans la métallurgie au nord du pays, le secrétaire de la branche



flamande du syndicat de la métallurgie ayant décrété que « de nombreuses entreprises de notre secteur sont en restructuration, et les travailleurs ont de grandes inquiétudes quant à l'emploi. Ce n'est pas le moment d'arrêter la production. » ! Dans les banques, pareil... vu la crise

financière ! La secrétaire générale de la FGTB a bien pris garde de rappeler les limites de cette journée : « Une action nationale avec des mouvements de grève. Ce n'est pas encore une action de grève nationale. »

Bien sûr, du côté du gouvernement et des organisations

patronales, les communiqués n'ont pas manqué pour dénoncer ces actions « irresponsables », alors qu'ils sont occupés à tenter d'éteindre l'incendie financier en noyant les banques sous un déluge d'euros. Et, comme l'ont fait remarquer des militants lors des prises de parole, là, le gouvernement trouve des dizaines de milliards, alors qu'il disait qu'il n'avait pas les moyens d'améliorer les salaires et de relever les retraites. Et c'est pourtant ce qu'il faudra imposer aux patrons et au gouvernement, pour que les travailleurs ne finissent pas dans la misère.

Cette journée montre qu'une réaction unie des travailleurs est possible, et il faudra tout faire pour y aboutir.

Claude THIÉRAM

• Islande

Modèle ou épouvantail ?

L'Islande, du fait de sa petite taille et des grandes facilités qu'elle accordait à ses banques, semble avoir pris quelques semaines ou quelques jours d'avance sur les autres pays capitalistes. Son gouvernement vient en effet d'être obligé de prendre le contrôle total des banques et de demander des secours d'urgence pour que la monnaie islandaise garde quelque valeur sur le marché international.

Pourtant, tout semblait aller pour le mieux dans le meilleur des mondes financiers possible. Grâce à une « dérégulation » totale du système bancaire, les banques islandaises pouvaient emprunter des capitaux sur le marché international sans commune mesure non seulement avec leurs fonds propres, mais même avec la richesse réelle du pays. Au point qu'aujourd'hui la dette de l'Islande représente dix fois ce que tout le pays produit en un an. Et encore, dans cette « production » annuelle, il y a trente pour cent de revenus financiers qui ne sont plus maintenant que du vent.

Les banques se servaient de ces capitaux pour financer des rachats d'entreprises à l'étranger par des patrons qui étaient aussi, bien évidemment, les principaux actionnaires des banques en question. Les financiers islandais avaient aussi monté des banques de détail, spécialement en Grande-Bretagne où 300 000 déposants viennent d'être prévenus que leurs comptes sur ces deux banques étaient « temporairement » suspendus. La faillite des trois banques islandaises, à

la hauteur de leurs spéculations, risque d'entraîner tout le pays à la ruine.

C'est l'exemple, en petit, de ce qu'aujourd'hui les dirigeants politiques appellent les « dérives du capitalisme financier ». Mais ils n'ont pas toujours dit ça !

En 2006, une mission de trois sénateurs UMP était revenue d'Islande en vantant « le miracle économique islandais » dû à la dérégulation du système financier, à l'importance des fonds de pension, à la privatisation totale de tous les services, etc. Les trois voyageurs se félicitaient même du fait que l'Islande, dont la production matérielle est forcément limitée, doive trente pour cent de sa richesse nationale à la finance ! Le ministère des Affaires étrangères français, dans sa présentation du pays, chante même encore à ce jour les louanges de la politique financière islandaise et de ses opportunités...

S'il y a un asile d'aliénés près de Reykjavik, on espère qu'il a gardé quelques places pour les fous dangereux qui nous gouvernent.

Paul GALOIS

• Secret bancaire

Secret pour qui ?

On a appris au cours de la première semaine d'octobre que l'Union des Banques Suisses avait accepté de donner les coordonnées de plus de 4 000 de ses clients américains, devant la menace émise par les autorités américaines de se voir interdire toute activité bancaire aux États-Unis. Et pourtant, le système bancaire suisse s'est fait une légendaire réputation sur sa capacité à garder bouche cousue.

Depuis plusieurs mois en effet, le fisc américain faisait pression sur les banques helvétiques, et en particulier sur la plus puissante d'entre elles,

UBS, pour qu'elles rompent le secret bancaire concernant de riches citoyens américains qui, grâce à des comptes en Suisse, échappent à l'impôt dans leur pays. D'autres pays sont dans la ligne de mire des services fiscaux américains, en particulier le Liechtenstein, paradis fiscal bien connu.

Le secret bancaire, qu'on nous présente comme inviolable et nécessaire au bon fonctionnement de l'économie, n'est donc pas toujours impénétrable pour les États. Mais pourquoi resterait-il verrouillé pour la population ?

V. G.

• Afrique, Caraïbes, Pacifique

Les populations des pays pauvres, premières victimes de la crise

Réunis à Accra, capitale du Ghana, pour leur sixième sommet, les 2 et 3 octobre, les dirigeants du Groupe des États d'Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP) s'inquiètent de la réduction des aides et des investissements européens en direction de leurs pays, craignant de payer les premiers pots cassés de la crise. En fait cela fait des années que les populations de la zone ACP, qui compte 700 millions d'habitants, subissent une crise latente, survivent dans la misère, quand ils ne se révoltent pas pour protester contre la flambée des prix alimentaires comme au printemps dernier.

79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ont signé des accords commerciaux et un programme de coopération avec les 27 États de l'Union européenne. Ces pays peuvent ainsi bénéficier de préférences tarifaires pour exporter leurs marchandises en Europe. Mais ces accords profitent surtout aux trusts européens, notamment français, qui exploitent les richesses de ces pays et les inondent de leurs produits fabriqués.

L'aide publique au développement versée par les pays riches aux pays pauvres est certes en constante diminution : elle a baissé de 4,7 % en 2006, et de 8,4 % en 2008. Mais de toute façon elle ne bénéficie guère à la population pauvre. Une part importante des sommes allouées sont détournées au profit des mafias gouvernementales, tandis qu'une autre contribue à ren-

flouer les banques occidentales au titre du remboursement de la dette. Et quand les dirigeants des pays ACP, dont bon nombre sont des dictateurs comme le Soudanais Omar El Bechir, se plaignent de cette baisse, ils expriment surtout les craintes des classes dirigeantes locales qui, avec la réduction de l'aide, appréhendent surtout la baisse de leur train de vie personnel.

personnes sont sous-alimentées, pas seulement dans la zone ACP mais dans le monde entier : la misère touche tous les pays pauvres de la planète. Avec la flambée des prix alimentaires, 55 millions d'enfants dans le monde souffrent aujourd'hui de malnutrition aiguë et sont en danger de mort. Selon Action contre la faim, trois milliards de dollars annuels permettraient de



Manifestation avec des gamelles vides à Dakar (Sénégal) en avril 2008.

Car le sort des masses pauvres qui font depuis des années les frais de la crise n'intéresse ni les uns ni les autres. Au printemps dernier, les hausses spectaculaires des denrées alimentaires de base (huile, sucre, riz, farine) et du prix de l'énergie, avaient provoqué des émeutes, parfois sanglantes et violemment réprimées en Afrique, à Dakar au Sénégal, au Caire en Egypte, comme en Haïti et dans les Caraïbes. Elles n'avaient eu pour réponse que les discours hypocrites habituels des dirigeants des grandes puissances et des organismes internationaux.

Aujourd'hui, des millions de

faire reculer la malnutrition de façon significative à l'échelle de la planète. Cependant pas un seul État n'envisage d'en déboursier une partie un tant soit peu significative. Les 20 millions d'aides supplémentaires promis à l'Afrique, après les émeutes de la faim du printemps dernier, n'ont toujours pas été débloqués !

Cela est à mettre en rapport avec les centaines de milliards de dollars trouvés en un clin d'œil, aux États-Unis comme en Europe, pour sauver les banques et les spéculateurs. Ce qui montre à quel point on vit vraiment dans une société pourrie.

René CYRILLE

• École

Il manque 18 millions d'instituteurs dans le monde

Le 5 octobre l'Unesco, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, célébrait la Journée mondiale des professeurs. Faisant le bilan de l'opération « une école primaire pour tous », objectif fixé pour 2015 par l'ONU, l'institution constatait qu'il manquait à cette date 18 millions d'instituteurs dans le monde.

Le chiffre tient compte à la fois des 75 millions d'enfants (10 % de ceux d'âge scolaire) non scolarisés sur la planète, de la croissance démographique prévue et des départs en retraite

d'enseignants. Le chiffre est minimum, puisque l'Unesco estime qu'il faudrait un enseignant pour 40 élèves.

Les taux de scolarisation ont certes augmenté, y compris dans les zones les plus démunies comme l'Afrique subsaharienne. Mais cette amélioration statistique s'est accompagnée d'une dégradation de l'enseignement donné, en particulier du fait du manque de formation et du recrutement d'enseignants contractuels, peu formés et mal payés.

Une autre menace se dessine du côté du financement des plans

de l'Unesco, qui dépendent largement des dons des pays riches. Or ces dons ont tendance à se réduire : ils sont passés de 5,2 milliards de dollars en 2004 à 3,7 en 2005, et ce n'est pas la crise financière qui va pousser à la générosité. Dans ces conditions, le manque d'instituteurs pourrait bien encore s'aggraver de façon catastrophique.

Le système capitaliste, à l'échelle de la planète comme à l'échelle de chaque État, se montre incapable aussi bien d'instruire l'humanité que de la nourrir convenablement.

Vincent GELAS

• **Colombie**

Un pays où la violence est d'abord celle de l'État

Tout au long de la détention d'Ingrid Betancourt et encore au moment de sa libération, gouvernants et médias ont mis l'accent sur les responsabilités de la guérilla dans les crimes et violences commises en Colombie, un pays qui est en guerre civile depuis 1948.

Mais la réalité est différente. Si la guérilla a sa part de responsabilité, un récent rapport publié par un groupe d'organisations non gouvernementales souligne que les trois quarts des violences commises en Colombie sont imputables à l'État colombien et à son bras armé occulte, les groupes paramilitaires, créés avec la bénédiction des possédants et de Washington, et aussi avec le soutien pratique de l'armée israélienne qui en a

formé les cadres.

Selon ce rapport qui ne concerne que les six dernières années pleines (2002-2007), 13 634 personnes ont été tuées en Colombie pour des raisons politiques. Parmi les cas élucidés, 25 % des crimes seraient imputables à la guérilla. Mais 58,1 % seraient le fait des paramilitaires et 16,5 % de la force publique.

Les paramilitaires se sont souvent chargés des basses besognes que l'armée et la police ne pouvaient pas légalement assumer, comme l'assassinat de militants ouvriers, une pratique si répandue que 97 % des syndicalistes assassinés dans le monde sont... colombiens. En 2008, 44 syndicalistes ont ainsi été tués. Il s'agissait souvent de militants ouvriers travaillant dans des multinationales étrangères qui considèrent la Colombie comme une zone de non-droit

où tout leur est permis.

Officiellement, le président Uribe a démobilisé les paramilitaires, en leur accordant d'ailleurs des conditions avantageuses de pardon et d'oubli de leurs crimes. Il est vrai que, si Uribe a été élu à deux reprises, il n'en est pas moins d'abord l'homme des possédants, dont les paramilitaires sont les hommes de mains, prêts à tout pour permettre, par exemple, aux propriétaires terriens d'agrandir leurs terres en chassant manu militari les paysans.

Les scandales qui ont émaillé la présidence Uribe ont conduit devant la justice soixante parlementaires complices des paramilitaires, voire des cartels de la drogue. Certains étaient des proches du président qui, pour repousser la menace de sa propre destitution, a dénoncé les magistrats enquêteurs comme des complices de la guérilla, l'éternel

épouvantail dont se sert le régime pour cacher sa corruption.

Officiellement, les paramilitaires sont dissous mais en pratique, ils continuent de mettre hors d'état de nuire ceux qui s'opposent un tant soit peu aux exigences du régime. Les autorités judiciaires elles-mêmes estiment à 25 000 le nombre des disparus au cours des vingt dernières années, tandis que 4 millions de personnes auraient été chassées de leur village. Le rapport des ONG note que, depuis 2002, les exécutions extra judiciaires ont doublé. Pour tenter d'en savoir plus, une commission lancée par le Mouvement national des victimes de crimes d'État de Colombie (Movice) enquête actuellement auprès des 60 000 Colombiens qui ont choisi l'exil pour échapper aux exactions de l'État et de ses mercenaires.

La « sécurité démocratique » qu'Uribe prétend incarner n'est qu'une fiction, derrière laquelle les classes possédantes poursuivent leur guerre contre les classes pauvres.

Jacques FONTENOY

• **Côte-d'Ivoire**

Ouverture du procès des déchets toxiques Les principaux responsables ne sont pas sur le banc des accusés

En Côte-d'Ivoire, le procès du Probo Koala s'est ouvert depuis le 29 septembre à Abidjan. À l'époque des faits, en août 2006, ce cargo avait déclenché une très grave pollution en déversant à l'air libre dans Abidjan 528 m³ de boues hautement toxiques, constituées d'un mélange de soude caustique, de soufre, de phénols et hydrocarbures. Cette pollution, touchant une quinzaine de sites, avait fait officiellement 17 morts et intoxiqué des milliers de personnes.

Deux ans plus tard, neuf personnes se retrouvent sur le banc des accusés, dont le directeur général de la société Tommy qui avait organisé l'épandage de ces déchets. Il risque la prison à perpétuité pour « empoisonnement ». Six autres personnes sont poursuivies pour « complicité d'empoisonnement », parmi lesquelles le directeur technique du port d'Abidjan et trois douaniers. Dans le box des accusés figure également l'ancien directeur général des affaires maritimes et portuaires, qui avait donné son agrément à la société Tommy quelques semaines seulement avant les faits. En revanche, ni les dirigeants de la société Trafigura, la multinationale d'origine néerlandaise qui avait affrété le Probo Koala pour transporter ces résidus, ni les hauts responsables du port autonome d'Abidjan ne sont

poursuivis. Deux Français, hauts cadres de Trafigura, avaient été arrêtés au moment des faits, mais ils ont été relâchés quelques mois après. La cour d'appel d'Abidjan a pro-

noncé un non-lieu à leur rencontre en mars 2008.

Il est pourtant évident que cette pollution délibérée n'a pu se faire que grâce à la complicité des dirigeants de Trafigura avec des sous-traitants sans scrupules, ainsi qu'avec les hautes sphères de l'État ivoirien qui, dans un premier temps, ont fermé les yeux sur ce trafic de déchets.

Il est vrai qu'entre temps, en 2007, le président ivoirien Laurent Gbagbo a conclu un accord à l'amiable avec les représen-

tants de Trafigura : contre 100 milliards de francs CFA (152 millions d'euros), l'État ivoirien s'est engagé à arrêter les poursuites visant cette société. L'argent versé devait servir à indemniser les victimes et à dépolluer les sites. Mais comme le déplorait un rapporteur spécial de l'ONU dans cette affaire, après une visite en août dernier en Côte-d'Ivoire, certains sites « n'ont pas été décontaminés et continuent de menacer la santé de nombreuses personnes ».

C'est bien là le problème. Les vrais responsables de cette pollution s'en tirent à bon compte avec la bénédiction de Gbagbo, qui a bénéficié d'une importante somme d'argent pour alimenter la corruption de son régime et ses propres comptes en banque. Quant à la population, elle risque d'attendre encore longtemps avant de voir les responsables sanctionnés et qu'on la débarrasse de ces déchets.



Des passants devant l'un des sites pollués en septembre 2006.

Roger MEYNIER

• **Union européenne**

L'économie des gros bouts de chandelle

La Commission européenne vient de condamner neuf trusts du pétrole et de la chimie à une amende d'un montant total de 676 millions d'euros, pour s'être partagé le marché européen de la cire de paraffine qu'on trouve dans les bougies et bien d'autres produits. C'est la quatrième plus forte amende jamais prononcée contre un cartel, la palme restant aux sociétés d'ascenseurs qui avaient été condamnées à payer 992 millions d'euros.

L'entente avait permis à ces trusts de contrôler 75 % du marché pendant treize ans, de 1992 à 2005, jusqu'à ce que Shell, pourtant membre de celle-ci, ait choisi de dénoncer ces pratiques, ce qui lui permettait de bénéficier d'une immunité totale et d'échapper à une amende de 96 millions d'euros. Le groupe Repsol, qui a su lui aussi « passer à table » juste à temps, a vu son amende diminuée de 25 %. Il ne payera que 19,8 millions d'euros.

Tous leurs ex-complices par contre devraient payer, dont Total avec 128 millions d'euros, et le groupe sud-africain Sasol, qui dirigeait le cartel, avec 318 millions d'euros.

Dans ses documents internes, Sasol faisait référence au « groupe du salon bleu » car les trusts se réunissaient au début dans un salon bleu d'un hôtel de Hambourg. Quant au trust Shell, il parlait de la « mafia de la paraffine » qui discutait des prix, se répartissait les marchés ou les clients et échangeait des informations commerciales.

C'est bien d'une mafia capitaliste qu'il s'agit faisant profit de tout, même de bouts de chandelles !

Cédric DUVAL

• Contre la dégradation de l'école et les suppressions d'emplois

Faire du 19 octobre une journée de riposte

Dimanche 19 octobre, une manifestation nationale est prévue à 13 heures à Paris, de la Place d'Italie à la Bastille, par les syndicats de l'Éducation et des associations de parents. Il s'agit de protester contre les milliers de suppressions de postes dans les écoles, les collèges et les lycées et de dénoncer la dégradation que celles-ci entraînent pour les personnels comme pour les élèves.

Chercher à faire des économies sur l'école, de nombreux gouvernements l'ont fait. Cette fois, Darcos collabore aux 30 600 suppressions de postes programmées au budget 2009 dans la fonction publique en projetant d'en rayer 13 500 de l'Éducation dès la prochaine rentrée. S'ajoutant aux 11 800 postes déjà amputés en septembre dernier, ces coupes dans les effectifs n'ont évidemment aucune autre fonction que d'économiser autant de salaires, c'est-à-dire des centaines de millions d'euros par an.

Dans les écoles, 6 000 suppressions de postes d'enseignants sont programmées, dont tous ceux qui faisaient fonctionner les Rased (Réseaux d'aides spécialisées pour les élèves en difficulté) au profit de 150 000 enfants. 3 000 postes d'enseignants stagiaires disparaîtraient aussi, les instituteurs se trouvant placés sans formation spécifique devant une classe à la suite de leurs études universitaires. Le ministère prévoit en revanche 500 postes nouveaux pour 16 000 élèves attendus, soit une moyenne de 32 enfants par classe, si aucun enseignant n'est malade...

Dans les collèges et les lycées, 7 500 postes disparaîtraient dont 3 350 postes d'enseignants remplaçants. Ils sont inutiles, selon Darcos : la mode du recours à l'intérim comme « variable d'ajustement » s'appliquera également à l'école ! Il s'agirait aussi, pour un millier d'emplois supprimés, des enseignants détachés auprès de musées ou d'associations

culturelles, qui rendaient ces ressources plus accessibles aux élèves. Eux aussi sont jugés superflus : les jeunes n'ont qu'à aller au musée ou à l'opéra avec leurs parents !

Dans le secondaire également, ce sera la fin des stages pour les professeurs débutants : 1 450 postes seront ainsi économisés, sans compter les Instituts universitaires de formation, les IUFM, qu'on pourra même, qui sait, ainsi raser. Les étudiants titulaires d'un concours

apprendront « sur le tas », cela coûtera moins cher... Enfin, une prévision de baisse démographique de 22 000 élèves permet aussi au ministre de supprimer 2 300 postes de professeurs, soit un enseignant supprimé pour 9 élèves en moins... C'est d'ailleurs sans compter avec la remontée des effectifs d'enfants en sixième, qui nécessiteraient donc plus de postes.

Ce tableau chiffré signifie forcément un durcissement des conditions de travail des personnels de l'Éducation et, à l'échelle du pays, de nombreux emplois en moins. Pour les élèves, cela ne peut se traduire que par encore moins d'encadrement. Les inévitables difficultés, en particulier pour les enfants des familles populaires, ne



pourront qu'être constatées. Quant au verbiage pédagogique de Darcos sur les « fondamentaux » et la lutte contre l'échec scolaire, il n'est qu'un voile

d'hypocrisie sur une politique d'économies budgétaires sans précédent.

Viviane LAFONT

• Service minimum à l'école

Un maximum de démagogie

Le mardi 7 octobre, journée de mobilisation de nombreux salariés, dont ceux de l'Éducation nationale, était aussi une première pour l'application de la loi obligeant les enseignants des écoles à se déclarer grévistes 48 heures à l'avance, et les municipalités à organiser un « service minimum d'accueil » pour les enfants.

De fait, aux termes de cette loi adoptée au mois d'août, les communes sont tenues de prévoir ce « service minimum » dans les cas où la prévision d'enseignants grévistes serait d'au moins 25 %. Elles sont censées recruter à cette fin des animateurs rémunérés grâce aux sommes non versées aux grévistes.

Un certain nombre de communes, gérées par des élus de gauche, ont d'emblée déclaré n'avoir pas l'intention d'organiser de service d'accueil, refusant, par exemple, comme à Clichy-sous-Bois, en Seine-Saint-

Denis, « d'être complices d'un gouvernement qui remet en cause le droit de grève et la qualité même du service public de l'Éducation nationale », ou déclarant, comme à Louvroil (Nord) que « la grève est pleinement justifiée et [que] le gouvernement ferait mieux d'écouter les enseignants et leurs syndicats plutôt que de poursuivre le démantèlement de l'Éducation ». En Seine-Saint-Denis, d'ailleurs, c'est en bloc que les maires des communes de gauche ont refusé de se plier aux consignes gouvernementales, de même qu'à Saint-Nazaire ou à Toulouse ; dans

cette ville, le maire PS a évoqué des problèmes de sécurité en cas d'encadrement insuffisant. Et si, à Paris, Bertrand Delanoë a fini par céder, à Lille, Martine Aubry a déclaré respecter la loi tout en la jugeant « inapplicable » par défaut de « gens formés ».

« C'est très bien de vouloir nuire au gouvernement », a contre-attaqué le ministre Darcos, « mais il faudra vous expliquer auprès des familles ». En revanche, il n'éprouve pas ce besoin s'agissant des 11 800 postes d'enseignants barrés d'un trait de plume lors de cette rentrée scolaire, ni aux milliers d'autres qu'il prévoit de supprimer aux prochaines rentrées. Il ne se donne pas plus la peine de justifier, par exemple, la disparition des petits groupes de travail pour les collégiens, ou celle de nom-

breuses options pour les lycéens, ni même les élèves en attente de professeur ou les fermetures de classes. La dégradation des conditions d'étude n'est qu'un détail pour ce ministre dont le seul objectif réel est d'appliquer la politique sarkozienne d'économies sur les services publics.

Que Darcos ait au passage, avec son « service minimum » à l'école, tenté de dresser par la démagogie certains parents contre les enseignants grévistes, c'est dans l'ordre des choses. Que, dans nombre d'établissements, sa loi n'ait pourtant pas dissuadé des professeurs et des éducateurs, rejoints parfois par des animateurs communaux, de participer aux mobilisations, cela l'est aussi, et heureusement.

V. L.

• Lycée professionnel Jean-Moulin – Le Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis)

Une semaine de grève totale et des responsables irresponsables

Le lycée Jean-Moulin du Blanc-Mesnil a été en grève totale durant une semaine, avant que celle-ci soit suspendue... et seulement suspendue, car tous les problèmes demeurent.

Ce lycée professionnel accueille 850 élèves pour des locaux ayant une capacité initiale de 450 et, à tous les niveaux, on y gère la misère. Le sous-effectif est criant, avec un manque de personnel de service, de surveillants et des pos-

tes d'enseignants non pourvus à la rentrée : 40 % des enseignants du lycée ne sont pas titulaires.

Les problèmes matériels, habituels dans cet établissement, ont pris un caractère aigu en ce début d'année : photocopieuses et imprimantes en panne, problèmes informatiques graves, attribution fantaisiste des salles à cause du manque de locaux, absence de fournitures pour les élèves... Par ailleurs, à la rentrée, les élèves

n'avaient pas l'ensemble de leurs heures de cours ni les dédoublements obligatoires.

Face à toutes ces carences, tout a vite dérapé : chahuts d'élèves sans salle, retentissement incessant de l'alarme incendie, etc. Puis, fin septembre, une bande armée de clubs de golf et de matraques a voulu régler leur compte à des élèves, portant un coup à un conseiller d'éducation. Le lendemain éclatait une bagarre très violente entre deux élèves. La

grève a alors démarré.

Mais le rectorat est resté sourd. Que les enseignants, unanimes, alertent par la grève de la gravité de la situation, que 850 élèves n'aient pas de cours, n'a pas fait bouger les responsables. Il a fallu l'intervention successive de deux conseillers municipaux de la ville pour que, laborieusement, le bunker autiste du rectorat daigne nous recevoir.

Et avec quelles réponses ! Non, non, nous n'avions pas à

nous plaindre et étions plutôt bien dotés ! Comme a pu le commenter le conseiller municipal Lutte Ouvrière du Blanc-Mesnil qui nous accompagnait : « On a les mêmes arguments à l'usine : c'est toujours une question d'organisation. »

On nous a promis un « audit » mais nous sommes sceptiques et un préavis de grève est d'ores et déjà déposé pour le lundi 13 octobre.

Correspondant LO

• L'affaire des frégates de Taïwan

Un non-lieu qui ressemble à un aveu

Un non-lieu général a été rendu mercredi 1^{er} octobre dans l'affaire des frégates de Taïwan. La justice déclare ainsi, 17 ans après les faits, qu'elle ne fera rien pour rechercher les bénéficiaires des énormes commissions et rétro-commissions distribuées à l'occasion de ce marché. La raison invoquée est le très pratique « secret défense ».

En 1991, la France avait vendu au gouvernement taïwanais, par le biais de la DCN (Direction des constructions militaires) de Thomson-CSF (devenue Thales), six frégates militaires pour un montant de 2,8 milliards de dollars. À l'occasion de ce contrat, des commissions considérables

avaient été versées à des intermédiaires chargés, comme c'est l'habitude, de mettre de l'huile dans les rouages. Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères à l'époque, ainsi qu'Alain Richard, ex-ministre socialiste de la Défense, l'avaient confirmé. Des cadres de Thomson-CSF, des responsables politiques et certains partis politiques français ont pu ainsi bénéficier de ces « rétro-commissions ».

Il aurait été peut-être possible de retrouver la trace de certains bénéficiaires, en consultant les documents fournis aux douanes. Mais tous les ministres des Finances successifs ont catégoriquement refusé de fournir ces pièces à la justice, invoquant le « secret défense ». Le ministre socialiste, Laurent

Fabius, en 2001, les chiraquiens Francis Mer en 2002 et Thierry Breton en 2006 ont ainsi délibérément bloqué toutes les recherches des bénéficiaires.

Certains noms ont été cités à plusieurs reprises dans les nombreuses ramifications de l'enquête : Alfred Sirven, par exemple, aujourd'hui décédé, mis en cause dans les affaires d'Elf-Total, aurait ainsi tenté d'infléchir la position du ministre des Affaires étrangères Roland Dumas, hostile à la vente à Taïwan, par le biais de sa protégée Christine Deviers-Joncour.

L'inculpation de Villepin est également une conséquence de cette affaire, car les faux listings de Clearstream étaient censés dévoiler les identités des bénéficiaires de ces rétro-commis-

sions.

Il faut rappeler aussi qu'au moins deux protagonistes sont tombés malencontreusement par la fenêtre de leur appartement : un ex-agent des services secrets français à Taïwan en 2000, et un cadre de Thomson, négociateur du contrat, en 2001. Suicides, avait conclu la justice. Plusieurs militaires de Taïwan ont été assassinés. Un homme d'affaires, Wang, est poursuivi pour ces meurtres. Dans les comptes suisses de cet intermédiaire, on a retrouvé 500 millions de dollars provenant du fameux contrat, mais la justice suisse refuse de fouiller plus avant. Comme aujourd'hui la justice française.

Circulez, il n'y a rien à voir !

Bertrand GORDES

• Formation

La Cour des comptes annonce la couleur

Alors que le gouvernement a entamé des négociations sur la formation professionnelle le 1^{er} octobre, la Cour des comptes publiait le lendemain un rapport « sur la formation tout au long de la vie » dans lequel elle fait le bilan d'un financement qu'elle juge « inefficace, injuste et trop coûteux ». La formation professionnelle, constate-t-elle, ne répond « ni aux besoins de ses bénéficiaires ni à ceux des entreprises ».

La Cour des comptes estime

que 34 milliards d'euros sont consacrés à la formation. Pour en arriver à ce chiffre, elle y inclut aussi bien les formations dispensées dans les centres de formation professionnelle que ce qu'elle appelle la « formation initiale », autrement dit les lycées professionnels (LP) et les Centres de Formation d'Apprentis (CFA).

Ce rapport fustige les frais de fonctionnement jugés trop coûteux des organismes paritaires de collecte de fonds

(OPCA). Mais ce que suggère fortement ce rapport c'est la possibilité de supprimer purement et simplement l'obligation de financement par les entreprises qui se fait actuellement sur la base de 0,9 % de la masse salariale. Cela ne l'empêche pas d'indiquer que les organismes de formation devraient répondre à des priorités locales, ciblées sur des personnes peu formées ou mal qualifiées, autrement dit répondre directement aux

besoins des entreprises locales.

Ainsi ce rapport vient appuyer, sous couvert de pointer l'inefficacité d'un service rendu aux demandeurs d'emploi et aux travailleurs les moins qualifiés, la volonté du gouvernement de réduire le budget de la formation et surtout d'exonérer les entreprises de leur obligation de contribuer à la financer.

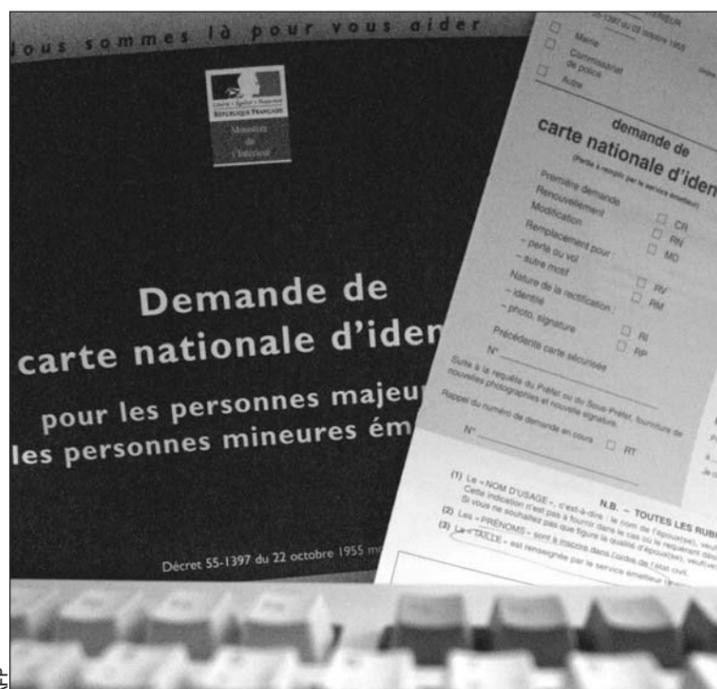
David MARCIL

• Hausse des tarifs pour les passeports et les cartes d'identité

Avoir des papiers, bientôt un luxe ?

Tout le monde est censé avoir des papiers. Mais pouvoir les présenter quand les représentants de la loi l'exigent, cela pourrait devenir un luxe.

Obtenir une carte d'identité reste gratuit. Mais la refaire quand elle a été volée ou perdue plus de douze mois avant sa date d'expiration sera désormais facturé 25 euros. Pour un passeport, la facture est encore plus salée : maintenant, ce sera 89 euros au lieu de 60 pour un adulte, 45 euros au lieu de 30 pour un adolescent, et 20 euros pour les moins de 15 ans qui bénéficiaient jusque-là de la gratuité.



Avec un certain culot, le gouvernement met en avant le fait que ces documents deviennent biométriques et que cette sécurisation coûte plus cher. En fait il veut faire payer à tous les usagers, qui n'ont guère d'autre choix, l'utilisation de techniques qui lui facilitent la tâche dans sa lutte contre la fraude à l'identité. Par ce biais, il espère en effet récupérer au moins 131 millions d'euros.

Ce gouvernement ne sait décidément plus quoi inventer pour nous faire les poches !

R.M.

• Le drone européen

Sans pilote, mais pas sans intérêt

Les ministères de la Défense français et allemand viennent d'engager un programme de recherche et de fabrication d'un drone, un avion sans pilote, à longue portée. Le programme, confié à EADS, Thales et Indra, est évalué à la modique somme d'un milliard d'euros, pour une quinzaine d'appareils et trois stations de guidage.

Cet engin aura une autonomie de 24 heures, sera capable de traverser l'espace aérien civil en évitant les avions de ligne et de détecter le moindre mouvement dans une zone de 100 km de côté, tout en restant hors d'atteinte et même de vue à 15 km d'altitude, puis de revenir à sa base. À ce prix-là, il vaut mieux en effet qu'il revienne.

Mais il ne suffit pas d'aligner les prouesses technologiques, réelles, pour justifier un tel coût. Encore faut-il démontrer que cela peut servir à quelque chose. Le journal *Le Figaro*, propriété du groupe Dassault, par ailleurs marchand d'avions de guerre et de systèmes d'armes, a trouvé deux exemples d'utilisation d'un tel drone : « Surveiller les razzias d'une tribu au Darfour ou les embarcations de fortune qui se dirigent vers les Canaries » ! Pour *Le Figaro*, empêcher les affamés de s'approcher des côtes des pays riches, cela vaut bien qu'on offre un milliard d'euros... pas aux affamés en question bien sûr, mais aux modernes marchands de canons.

L'important n'est pas que cela soit utile, l'important c'est que, même inutile ou pire mortel, cela rapporte à ces gens-là.

Paul GALOIS

Le gouvernement fait les poches des handicapés

Il y avait, selon le ministère des Finances, des « surplus inutilisés » dans la caisse de l'Agefiph, l'association qui s'occupe de l'insertion professionnelle des handicapés. L'État s'est donc aussitôt octroyé le droit de lui prendre 50 millions d'euros.

Cette présentation des faits a pour but de faire croire que l'Agefiph regorgeait d'argent qu'elle n'utilisait même pas. Alors, autant que cet argent serve à quelque chose ! En fait la

réalité n'a rien à voir avec cela. L'Agefiph n'a ordinairement que de petits reliquats, grâce à une gestion prudente. Mais en 2005 le gouvernement a fait voter la loi dite « handicap » qui accroît la contribution des entreprises et, en conséquence, les rentrées dans les caisses de l'Agefiph ont augmenté en 2007.

Ces rentrées, l'association comptait évidemment les utiliser, mais elle n'a même pas eu le

temps d'en voir la couleur avant que l'État lui prenne cet argent !

L'annonce de ce prélèvement, pour le moins forcé, a eu lieu le jour même où l'Élysée recevait les sportifs des Jeux paralympiques de Pékin, lesquels ont eu droit à de belles paroles au moment même où l'on faisait les poches aux handicapés...

Et dire que Sarkozy parle de moraliser le capitalisme...

A.V.

• Les aides à la garde des jeunes enfants

Un système inégalitaire et inefficace

Un récent rapport de la Cour des comptes épingle la politique gouvernementale d'aide à la garde des jeunes enfants. Les chiffres viennent confirmer ce que vivent les parents à la recherche d'une place en crèche ou d'une nourrice.

Certes l'État dépense de l'argent mais le système est d'autant plus avantageux que les parents appartiennent aux couches sociales aisées. Et si le gouvernement accorde des allocations diverses ou des crédits d'impôt, il ne construit pas de crèches en nombre suffisant, et ferme la porte des maternelles aux enfants de deux à trois ans.

Les allocations pour garde d'enfants âgés de 0 à 6 ans sont diverses et vont de 160 euros à plus de 700 euros, selon les revenus et le mode de garde choisi. L'État verse également une allocation de congé parental à un des parents – la mère

dans la quasi-totalité des cas – qui cesse de travailler totalement ou partiellement. L'arrêt total d'activité est majoritaire chez beaucoup de femmes qui ne disposent que d'un faible revenu. Cependant quatre sur dix déclarent qu'elles auraient aimé continuer à travailler mais qu'elles n'ont pu trouver de solution satisfaisante à la garde de leur enfant. Cette interruption, mal rémunérée à 530 euros, leur permet certes d'être plus près de leur enfant pendant ses premiers mois, mais elle se termine souvent par des difficultés à retrouver un emploi.

Les femmes qui ont la possibilité de travailler à temps partiel appartiennent aux classes moyennes ou aisées : 72 % d'entre elles, selon la Cour de comptes, bénéficient de revenus élevés ou très élevés. Elles peuvent aussi recevoir une aide complémentaire de garde d'enfant. Et aux allocations

s'ajoute un crédit d'impôt qui peut se monter à 50 % des frais, plafonnés à 12 000 euros par an quand on a une « nounou » à domicile, situation évidemment financièrement inabordable pour des smicards !

Les « plans crèches », eux, sont à la traîne : entre 2000 et 2007, le nombre de places n'a augmenté que de 2 %, soit à peine le taux d'augmentation de la natalité ; et le taux de scolarisation des enfants de deux-trois ans a diminué de 27 % entre 2003 et 2007 !

L'année dernière, Sarkozy déclarait : « Il n'y a pas de liberté pour la femme de choisir entre le travail, la famille, sa vie personnelle, s'il n'y a pas de droit de garde d'enfant » et il s'engageait à résoudre le problème d'ici 2012. Au fond, ce ne serait pas si difficile : il ne manque que 300 000 places en crèche, 430 000 selon la Caisse d'allocations familiales. Chiche ?

Sylvie MARÉCHAL

• Sanofi-Aventis, 927 postes supprimés

« L'essentiel, c'est la santé »... financière !

En avril dernier, Sanofi-Aventis annonçait 471 suppressions de postes dans son usine de production de Vitry-sur-Seine, sous prétexte de reconversion industrielle dans les biotechnologies. Six mois plus tard, ce trust multimilliardaire du médicament – le quatrième à l'échelle du monde – annonce la suppression de 817 postes de visiteurs médicaux et 110 postes au siège parisien.

Pour ce nouveau sale coup, la direction invoque « la montée en puissance rapide des génériques » et se lamente de « la pression sur les prix des médicaments » qu'exercerait aujourd'hui le gouvernement par sa politique de réduction des dépenses de santé.

C'est vraiment ce qui s'appelle pleurer la bouche pleine ! Le groupe possède aujourd'hui huit médicaments qui réalisent chacun plus d'un milliard d'euros de chiffre

d'affaires, ces fameux « blockbusters » dont les financiers sont si fiers. En 2007, il a réalisé plus de 7 milliards d'euros de bénéfices. D'année en année, les dividendes versés aux

actionnaires n'ont pas cessé d'augmenter... Mais pour qu'ils augmentent encore, le groupe veut réduire les coûts, et surtout celui des salaires, en supprimant des postes. Quand

Sanofi-Aventis étale dans toutes ses publicités son slogan « L'essentiel c'est la santé », elle oublie d'ajouter « la santé... financière ».

Sophie GARGAN

• Sanofi-Aventis (Vitry-sur-Seine)

Pas si simple de se faire ouvriers !

Sanofi-Aventis prétend un plan de reconversion en biotechnologies pour supprimer 471 postes en production sur le site de Vitry-sur-Seine. Ce plan s'étend jusqu'à 2012 et la direction prévoit des transferts de production progressivement sur d'autres usines du groupe en province et à l'étranger. Sauf que d'ici là, elle

compte bien tirer le maximum de ses installations, et jusqu'au bout. Mais ce n'est pas si simple !

Ainsi, dans un atelier fabriquant des antibiotiques et qui a été rénové et automatisé en partie au début de l'année, la production a chuté, faute de moyens techniques et surtout humains pour faire marcher

les choses normalement.

Alors, depuis quatre mois c'est le directeur qui vient tenter de régler lui-même les appareillages. Mais c'est en vain, et c'est même pire puisqu'il a provoqué il y a quelques jours une perte importante de produit ! On a vu aussi deux ingénieurs et deux chefs d'atelier s'atteler à

faire un conditionnement, d'habitude effectué par... un seul ouvrier.

Tout cela parce que les effectifs sont insuffisants et que, sur fond de plan social, des mutations de travailleurs ont déjà lieu et que ce sont souvent des travailleurs formés qui s'en sont allés !

Correspondant LO



• Surveillance des autoroutes

Moins d'État, plus de péage

La gestion des bornes d'appels d'urgence situées le long des autoroutes et qui permettent actuellement de communiquer avec les gendarmes, sera entièrement assurée, d'ici la fin de l'année, par les sociétés privées d'autoroutes.

Ce transfert de charges a commencé depuis quelques mois. L'État, qui cherche partout à faire des économies dans les services publics, veut en effet supprimer les 320 postes de gendarmes affectés jusque-là à la surveillance des autoroutes. Il laissera ainsi au privé le soin de veiller à la sécurité.

Les sociétés d'autoroutes, qui estiment leurs frais supplémentaires de 1 à 5 millions d'euros, en tirent argument pour réclamer à l'État qu'il leur accorde une augmentation des tarifs des péages, alors même qu'elles augmentent déjà ceux-ci au-delà des limites autorisées sur les por-

tions les plus fréquentées et qu'elles engrangent des profits substantiels sur le dos des automobilistes.

Le groupe Vinci, qui contrôle Cofiroute mais a aussi des participations dans la plupart des autres sociétés, vient de publier un résultat en hausse de 12,6 % à 731 millions d'euros pour le premier semestre 2008.

Et c'est un fait que les neuf sociétés d'autoroutes ont déjà rapporté plusieurs milliards aux propriétaires privés que sont Vinci, Eiffage, Colas et Bouygues.

L'augmentation des tarifs, si elle a lieu, se fera donc encore une fois sur le dos des usagers des autoroutes, qui non seulement ont financé, à travers les taxes et impôts, la construction du réseau autoroutier, mais ont subi maintes augmentations depuis, alors même que les investissements ont été largement amortis.

David MARCIL

• Renault Sandouville

Sarkozy renonce à rencontrer les ouvriers en colère

Lundi 6 octobre, Sarkozy s'est rendu à l'usine de Renault à Sandouville, près du Havre, accompagné du PDG de l'entreprise, Carlos Ghosn, ce même Ghosn qui avait annoncé le 24 juillet, à la veille des vacances, la suppression de près de 6 000 emplois en Europe dont 1 000 justement dans cette usine.

Ghosn expliquait même que cela était nécessaire pour augmenter les bénéfices de l'entreprise ; bénéfices qui par ailleurs se portent bien puisque pour le premier trimestre 2008, ils se sont montés à près de 1,5 milliard d'euros.

Il n'empêche que pour Ghosn il faut « réduire la voilure », c'est-à-dire supprimer des milliers d'emplois. Mais pas question pour lui de revenir sur les hausses de dividende promises aux actionnaires car, a-t-il dit, ce serait « revenir sur notre politique actuelle, ce serait détruire la confiance ». Il parlait bien sûr de la confiance des actionnaires dans le fait qu'ils continueront à bien profiter. Des autres, en particulier des ouvriers, Ghosn s'en moque.

Toute cette politique, hautement affichée, a conduit à ce que les travailleurs de Renault Sandouville mais également tous les sous-traitants qui travaillent sur le site soient mis au

chômage technique une semaine sur deux, et cela au moins jusqu'à la fin de l'année. Ils perdront en moyenne près de 400 euros par mois.

La colère est donc grande dans l'usine. Il y a deux semaines, plusieurs centaines de travailleurs s'étaient déjà mis en grève pour exiger la suspension des suppressions de postes et le paiement à 100 % des jours chômés.

Pour la visite de Sarkozy et de son compère Ghosn, il avait été initialement prévu un tour dans les ateliers de l'usine et une rencontre avec des ouvriers au travail puis, pour couronner le tout un discours devait être prononcé devant 400 ouvriers, préalablement sélectionnés tout de même, à qui Sarkozy disait envoyer son message fort : « L'automobile, ce n'est pas fini. » La formule pouvait paraître ferme mais son contenu restait inquiétant : l'usine de Sandouville devrait



Les policiers face aux ouvriers (on voit un drapeau de la CGT).

produire un nouveau véhicule utilitaire... mais pas avant 2012 !

C'était là une façon de confirmer les suppressions de postes, les licenciements, qui à Sandouville et au-delà touchent toute la région. Avec des gens incapables de prévoir la marche de l'économie à quelques semaines, les croire sur de prétendus objectifs à quatre ans avait de quoi laisser perplexes les travailleurs.

Alors, rien d'étonnant à ce que la journée de Sarkozy ne se soit pas déroulée tout à fait comme prévu. À l'appel de la CGT, 800 ouvriers de l'usine se sont mis en grève. Plus de 200 autres travailleurs d'entreprises

sous-traitants travaillant sur le même site, telle que Faurécia, Plastic Omnium, Lear, ou des salariés d'autres entreprises de la région comme Renault Cléon, près de Rouen, la Fonderie de Normandie, etc. étaient venus soutenir ceux de Sandouville. Ensemble, ils attendaient un Sarkozy qu'il a été impossible de dénicher.

Le visiteur-président a par la suite expliqué lui-même son changement de programme : « J'aurai bien voulu les rencontrer, mais comme il y avait un mot d'ordre de grève, c'est difficile de rencontrer les salariés quand ils font grève. » Sarkozy avait peut-être en mémoire la dou-

loureuse visite qu'il avait effectuée aux ateliers de maintenance du TGV-Nord, où il avait dû faire face à la colère des cheminots en grève contre la réforme des retraites qu'on voulait leur imposer. Toujours est-il que cette fois-ci Sarkozy n'a pris aucun risque. Sa visite s'est finalement résumée à un rapide tour de table avec des dirigeants syndicaux... à huis clos !

N'est-ce pas ce même Sarkozy qui, il y a quelques semaines encore, disait que les grèves passent désormais complètement inaperçues ?

Correspondant LO

• Mondial de l'automobile

Les travailleurs s'invitent au Salon

Le 4 octobre, jour de l'ouverture du Mondial de l'Automobile à Paris, plusieurs centaines de travailleurs de l'usine Ford de Blanquefort, en Gironde, sont venus manifester devant le stand du constructeur, pour protester contre les menaces de fermeture du site. Scandant « On veut du boulot, pas du baratin », ils ont dénoncé le projet éventuel de la direction du groupe de se séparer de leur usine et de menacer leurs 1 600 emplois en avril 2010.

« Nous sommes venus montrer aux visiteurs que l'automobile, c'est des profits d'un côté et des licenciements de l'autre », déclarait à cette occasion un militant CGT de Blanquefort.

En effet, les profits sont bien là pour les patrons de l'automobile. 1,5 milliard d'euros de bénéfices au premier semestre 2008 pour Renault, 733 millions d'euros pour PSA, en hausse respectivement de 21 % et de 49 %. Mais la « marge opérationnelle » de Renault, pourtant en hausse avec 4,1 %, n'atteint pas les 6 % promis par Carlos Ghosn, le PDG de Renault, aux actionnaires dans son « Contrat 2009 » ! Et pour

pouvoir continuer de leur prodiguer des dividendes ultra-confortables – multipliés par six en sept ans – Ghosn sabre dans les effectifs, en annonçant une première charrette de 4 000 emplois supprimés, dont un millier à l'usine de Sandouville, puis une seconde de 2 000, sans compter les conséquences prévisibles pour les salariés des entreprises sous-traitantes.

Cette politique de suppression d'effectifs dans l'automobile n'est pas nouvelle et pèse lourd dans la persistance du chômage. Mais actuellement, les patrons de ce secteur se sentent encouragés à accélérer les réductions d'emplois dans

l'objectif de rentabiliser plus encore les capitaux investis dans la branche. Ils prennent d'ailleurs prétexte de chiffres de vente en baisse, à l'échelle européenne, pour justifier leurs menaces.

Les salariés de l'automobile, les embauchés comme les nombreux travailleurs intérimaires employés depuis des années au gré des variations de production, n'ont pas à faire les frais de cette délirante concurrence à la marge opérationnelle.

C'est pour le crier haut et fort que, le 10 octobre, les travailleurs de l'automobile, ainsi que ceux de la chimie, du verre et de la céramique, qui contribuent également aux profits des patrons de l'automobile, devaient à leur tour s'inviter, en manifestation, au Mondial de la Porte de Versailles à Paris.

Viviane LAFONT

• Renault Flins Presses

Débrayages contre des suppressions de postes

Cela fait plus de deux semaines que les travailleurs de l'équipe de nuit des Presses de Renault Flins débrayent pour protester contre la suppression de neuf postes. Jeudi 2 octobre, pour leur cinquième débrayage, ils ont attendu l'équipe du matin et réclamé sa solidarité, avec un certain succès.

Pour les travailleurs dont les postes doivent être supprimés, cela entraîne le passage en équipes de jour avec une perte de salaire allant de 500 à 700 euros, cela en plus du bouleversement de leur rythme de vie, organisé en fonction de leur équipe de nuit depuis plusieurs dizaines d'années pour certains d'entre eux.

Dès l'annonce de cette mesure, ces travailleurs se sont réunis et ont établi leurs revendications. Ils réclament le maintien de leur ancien salaire pendant trois mois

après le basculement en équipe de jour et l'étalement de la perte de salaire sur un minimum de neuf mois. Ils veulent aussi garder à vie la « garantie accessoire » qui équivaut à une somme de cent euros. Ils demandent enfin que ces mesures soient rétroactives pour tous les travailleurs déjà revenus en équipe.

Jeudi 2 octobre, quand ils ont défilé dans les ateliers aux cris de « Aujourd'hui, c'est nous. Demain, c'est vous », les travailleurs de l'équipe du matin les ont soutenus et certains ont débrayé pour se joindre à leur cortège. Ils savent bien qu'ils ont tous les mêmes intérêts face au plan Ghosn. Et ce jour-là, il y avait de l'ambiance dans les ateliers...

Correspondant LO

Dans le groupe PSA (Peugeot-Citroën)

• PSA Rennes

Plus de mille intérimaires licenciés

Il y a quelques mois à l'usine PSA de Rennes, des centaines d'ouvriers ont été embauchés en intérim ou CDD pour produire la nouvelle C5. Il s'agissait, comme au lancement de chaque nouveau véhicule, de remplir les stocks des concessions.

Le nombre des emplois précaires dans l'usine a donc augmenté progressivement, jusqu'à atteindre plus d'un millier pour un effectif de huit mille personnes. Pour obtenir ce millier d'intérimaires, la direction a connu quelques difficultés car, après être passés dans les ateliers, beaucoup ont démissionné tellement les cadences et les conditions de travail sont difficiles. La direction avait même cru bon de faire de la propagande dans un journal local pour encourager les chômeurs à venir s'épanouir dans l'usine... mais la réalité n'était pas à la hauteur.

Aujourd'hui, les centaines de précaires qui ont été recrutés sont licenciés. Pourtant, dans les ateliers, les techniciens comme les ouvriers constatent qu'il est très difficile de faire la production avec les effectifs que veut imposer la direction. Et bien souvent il faut remettre du monde à un poste pour que ça passe.

Les charges de travail aug-

mentent, mais la direction continue à prétendre que nous sommes en « sureffectif ». Elle a relancé son plan de départs volontaires et propose des mutations aux usines de Sochaux, Aulnay ou Poissy. On entend même dire que certains ont été menacés d'être envoyés à Moscou !

Pour justifier sa politique, jamais la direction ne fait allusion à de quelconques difficultés financières du groupe. Elle préfère nous expliquer qu'il existe une crise de l'industrie automobile. Eh bien, si crise il y a, ce n'est pas aux salariés d'en faire les frais. Les milliards de bénéfices accumulés par PSA pourraient servir à améliorer les conditions de travail, à mettre les anciens à la retraite plus tôt tout en embauchant des jeunes en conséquence, et à augmenter nos salaires à tous. Mais cela, la direction ne le fera que contrainte et forcée.

Correspondant LO

• Peugeot Poissy (Yvelines)

Suppressions de postes : des intérimaires protestent

Depuis le lundi 6 octobre, la production quotidienne à l'usine PSA de Poissy est passée de 1 100 à 550 voitures et près de 400 intérimaires ont été rayés des effectifs en production. Certains d'entre eux ont tenu à marquer le coup le jour où se terminait leur contrat.

Jeudi 2 octobre, une trentaine d'intérimaires travaillant sur les chaînes de montage n'ont donc pas repris le travail après la première pause de 15 h 18. Ils se sont réunis dans une salle et ont décidé d'aller discuter sur la chaîne accompagnés de délégués CGT et de quelques salariés en CDI, pour parler avec leurs camarades. « Même si on ne fait pas reculer Peugeot, on ne va pas se laisser

jeter dehors sans protester », disaient-ils. Pas rassurée, la direction a immédiatement envoyé des chefs pour tenter de les convaincre de reprendre le travail en leur promettant « un contrat, dès que ça repart ». Cela n'a pas suffi et dans le même temps, la vitesse de chaîne a été baissée pour éviter des arrêts de production.

Le débrayage qui a duré jusqu'à la fin de l'équipe à 20 h 12 a surpris la direction et les chefs. Et cela fait toujours plaisir de les voir inquiets quand ça ne se passe pas exactement comme ils avaient prévu.

Correspondant LO

• Peugeot Sochaux – Montbéliard

Le nouveau dada du patron, gagner des mètres carrés

La direction industrielle de PSA veut diviser par 4 les surfaces de ses usines d'ici 2010 pour « disposer d'usines plus compactes » et « raccourcir les temps de fabrication de ses voitures ».

L'usine de Sochaux compte 12 500 salariés dont 5 200 ouvriers de fabrication incluant un millier d'intérimaires pour produire 1 400 voitures par jour. La surface de l'usine est de 265 hectares dont 137 pour les ateliers et les bureaux.

d'habillage moteurs et de l'atelier des portes. Pour gagner des mètres carrés, la direction a modifié ses installations avec la mise en place de « mini-chaînes » accolées aux chaînes existantes du Montage.

Mais l'appât du gain du patron n'a pas eu l'effet qu'il escomptait puisqu'après les congés, pendant plusieurs semaines, il n'a réussi qu'à bloquer sa production ou n'a assuré que la moitié de ses prévisions de voitures. Aucun d'entre nous n'a regretté que nos charges de travail s'en

pour travailler. Juste de quoi deviner la marque de l'après-rasage du voisin et de bouger les coudes en évitant autant que possible de se le mettre dans l'œil.

Travailler dans un mouchoir de poche a renforcé notre sentiment d'oppression, mais nombre d'entre nous n'ont pas manqué les occasions d'exprimer leur ras-le-bol, en refusant des opérations supplémentaires, ou en participant aux manifestations comme celles de mai et juin dernier. En réduisant les surfa-



La politique du patron de compactage des surfaces a eu pour effet d'aggraver considérablement les conditions dans lesquelles nous travaillons, comme récemment lors du transfert de plusieurs centaines d'entre nous provenant des secteurs de fabrication

trouvent divisées par deux, c'était plutôt « pourvu que ça dure ». Seulement après n'avoir connu que du travail posté pendant des années, plusieurs centaines d'entre nous sont aujourd'hui en chaîne avec à peine un mètre carré de surface allouée, par poste,

ces des postes de travail, le patron pense pouvoir gagner en productivité. Mais nous compacter favorise forcément les rapprochements et c'est une bonne chose pour l'avenir

Correspondant LO

13 jours de chômage en octobre et novembre

Une fin d'année « cool » seulement, pas folle la guêpe, à Peugeot-Sochaux, la direction se réserve le droit de nous faire récupérer en rallongeant la semaine d'un jour travaillé quand son carnet déborde de commandes, et c'est en général l'été.

La direction a pris soin de nous offrir des compteurs qui enregistrent pour chacun d'entre nous les « H+ » et les « H- » collectifs et individuels. Les pertes sont d'environ 25 euros par semaine chômée pour un doubleur. Au départ,

le samedi de récupération d'un jour de chômage se faisait gratuitement, on pouvait dire qu'on se payait notre chômage.

Aujourd'hui, suite aux débrayages de 1999 contre l'annualisation du temps de travail, les samedis sont payés en tout et pour tout 45 % pécuniairement ou 50 % en temps. Pour la petite histoire, les travailleurs de journée qui jusque-là n'avaient pas été concernés par le chômage sont sommés, cette fois-ci, de le pratiquer au nom de la solida-

rité et de se le payer en utilisant leurs jours RTT.

Ceux pour qui cela pose le plus de problèmes, c'est le millier d'intérimaires. Et ce n'est pas la déclaration du patron qui dit vouloir faire une démarche auprès des agences d'intérim pour qu'une avance leur soit faite qui enlève leurs inquiétudes car la régularisation de leurs compteurs est censée se faire en fin de contrat.

Correspondant LO

• Cap Gemini Toulouse

Mobilisation contre une menace d'expulsion

Il y avait une agitation inhabituelle au tribunal administratif de Toulouse, jeudi 2 octobre au matin. Plus de 120 employés de Cap Gemini étaient venus accompagner leur collègue Nathalie, qui est sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français.

Arrivée en France en 2004, celle-ci est originaire du Congo Brazzaville qu'elle a fui en 1999 avec sa famille à cause de persécutions politiques. Un de ses frères a été tué là-bas et un autre a obtenu depuis le statut de réfugié politique en France. Mariée en France avec un Français, elle l'a quitté en novembre 2006 après avoir été frappée à plusieurs reprises et s'être retrouvée la dernière fois aux

urgences à l'hôpital. Mais du point de vue de la justice française, quitter le domicile conjugal est une faute ; son permis de séjour lui a été retiré, elle a obtenu des titres provisoires de deux puis d'un mois, puis en avril l'avis lui enjoignant de quitter le territoire a été rendu. Le recours suspensif de son avocate a ensuite mené à l'audience du 2 octobre.

Au-delà de l'injure faite aux

droits les plus élémentaires, elle réunit les critères d'intégration habituellement retenus. Depuis plus de deux ans elle travaille comme secrétaire en CDI chez Cap Gemini, loue un appartement, paie ses impôts et ses factures. Elle est soutenue par ses collègues, qui ont signé très largement une pétition en sa faveur, par les syndicats de l'entreprise et même par la direction qui est intervenue sans succès auprès du préfet.

Le jour de l'audience, la salle était trop petite, mais le réquisitoire du ministère public réclamant l'expulsion et repoussant

avec dédain les arguments de la défense a été rapporté avec force détails à ceux qui sont restés dehors. La plupart des présents n'en croyaient pas leurs oreilles, n'arrivant pas à croire que ce soit ça la justice que l'on prétend rendre au nom du peuple.

À la sortie, Nathalie, qui avait du mal à retenir ses larmes, a remercié les présents. Le délégué sera rendu sous quinzaine et il faudra bien qu'il tienne compte de la solidarité et de la forte mobilisation des salariés de Cap Gemini.

Correspondant LO

Les sans-papiers maintenus dans la clandestinité... au profit des patrons

À Paris, 250 intérimaires sont en grève pour réclamer leur régularisation. Ils occupent des agences d'intérim avec le soutien des syndicats CGT et Solidaires, ou manifestent devant Manpower, Adecco, Vedior-bis dans le XII^e arrondissement ; devant Perfect-Intérim et Man-BTP dans le X^e, rue Saint-Vincent-de-Paul, où 88 salariés sans papiers sont en grève depuis trois mois.

Alors que le patronat des sociétés d'intérim admet publiquement employer à Paris plus de 10 000 sans-papiers, la préfecture refuse systématiquement d'examiner les demandes de régularisation de ces travailleurs, sous le prétexte fallacieux qu'ils n'ont des contrats de travail que pour des missions provisoires. Mais presque tous les intérimaires travaillent toute

l'année sur des chantiers successifs !

Pour le moment seuls seize intérimaires, employés dans le Centre intercommunal de traitement d'ordures ménagères de Romainville en Seine-Saint-Denis, dont les contrats de travail ont été requalifiés en CDI, ont été régularisés. Pour des prétextes similaires, les préfetures refusent les demandes de

régularisation des salariés travaillant dans les services à la personne, essentiellement des femmes. Sur 90 dossiers déposés en avril, seuls 18 sont en cours de régularisation.

Depuis le 15 avril, en Île-de-France, les mouvements de grève de salariés sans papiers ont touché plus de 70 entreprises, principalement de la restauration, du bâtiment et du nettoyage. Aujourd'hui, des grèves ont toujours lieu sur une vingtaine de sites. Cela concerne de nouvelles entreprises comme des agences intérim, mais aussi dans des entreprises où les patrons refusent de céder,

comme à Ma Net dans le XI^e, au Bistrot Romain sur les Champs-Élysées, chez Griallet à Montreuil (Seine-Saint-Denis), chez PLMT à Pavillons-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), etc.

En six mois, grâce à leur grève, un millier de travailleurs sans papiers ont été régularisés. Le gouvernement a cédé au compte-gouttes. Il sait fort bien qu'en réalité 200 000 à 400 000 salariés sans papiers vivent et travaillent en France. Mais il les maintient volontairement dans la clandestinité et sous la menace permanente de l'expulsion... et cela pour le plus grand profit des patrons.

• Malakoff (Hauts-de-Seine)

Taoufik doit revenir !

Fin août dernier, Taoufik El Madroussi, un jeune Marocain, finissait sa peine après avoir été condamné à huit mois de prison, dont quatre mois avec sursis, pour avoir fait du bruit un soir avec quelques camarades. Motif de l'inculpation, « violences aggravées », alors que seuls les deux jeunes gens arrêtés par la BAC portaient des traces de coups. Quelques jours après, il a été expulsé vers le Maroc. Lors d'une première tentative d'expulsion, il a été pris à parti violemment par les policiers, qui le forçaient à s'installer dans l'avion alors qu'il était menotté. Son ami français, condamné pour les mêmes faits, a lui retrouvé la liberté après avoir purgé sa peine. Deux poids, deux mesures : c'est ce qu'on appelle la « double peine », que pourtant Sarkozy prétendait avoir annulée dans sa loi de 2003 restreignant encore plus l'immigration.

Dès la rentrée, avec le soutien de RESF (Réseau éducation sans frontières) et de la LDH (Ligue des droits de l'homme), des professeurs et des élèves du lycée professionnel de Malakoff où était scolarisé Taoufik ont lancé une mobilisation pour le faire revenir. Un site web a été ouvert (www.taoufik-doit-revenir.com), des pétitions ont circulé sur les marchés et chez les commerçants, les élus ont été contactés, des témoignages ont été rassemblés. Les élèves ont écrit des lettres au ministre Hortefeux, qui organise ces expulsions honteuses.

Le mercredi 1^{er} octobre, un rassemblement était organisé devant le ministère des Affaires étrangères, pour obtenir que Taoufik puisse recevoir un visa afin de terminer sa scolarité commencée en France.

Ce fut un succès : 150 personnes environ étaient venues soutenir une délégation qui fut



finalement reçue par le chef de cabinet du ministre Kouchner. Certains élèves avaient même renoncé à un après-midi de travail, car le mercredi est pour eux l'occasion de se faire de l'argent de poche en travaillant comme vendeurs, serveurs dans des fastfoods, ou dans des garages.

À l'issue de l'entretien, il a seulement été assuré que le dossier serait transmis au ministère

de l'Immigration. La mobilisation continue donc et, d'ores et déjà, le comité de soutien demande à être reçu par le ministre Hortefeux, afin qu'il ne s'oppose pas au retour de Taoufik. Un nouveau rassemblement est donc prévu pour le mercredi 22 octobre 14 h 30 au ministère de l'Immigration.

Correspondant LO

Jean-Marc Rouillan doit être libéré

(communiqué de Lutte Ouvrière)

Lutte Ouvrière, qui considère que l'émancipation de la classe ouvrière résultera de l'action collective des travailleurs eux-mêmes, et qui est par là même absolument opposée au terrorisme individuel et donc aux actions passées de Jean-Marc Rouillan, exprime cependant son indignation devant la réincarcération de celui-ci, manifestement pour délit d'opinion.

Jean-Marc Rouillan, qui a passé vingt ans en prison pour complicité dans l'assassinat de Georges Besse et René Audran, doit bénéficier de la règle générale concernant la libération conditionnelle. Il doit être immédiatement libéré.

Le 4 octobre 2008

Avertissement

Depuis peu, une revue, des tracts, des publications diverses, voire des courriers sont signés « *la fraction l'Étincelle de Lutte Ouvrière* » mais il s'agit d'un abus de confiance, voire d'une escroquerie envers leurs lecteurs ou leurs correspondants.

Ceux qui éditent ces diverses publications ont été exclus de Lutte Ouvrière et cela n'en fait pas une fraction indépendante de LO ni même un groupe politique défini.

Il existait bien une fraction au sein de Lutte Ouvrière, mais cette fraction a été dissoute et Lutte Ouvrière n'a plus aucun lien ni politique ni matériel ni organisationnel avec ceux qui la composaient.

Nous ne pouvons pas les empêcher de signer comme ils le font et nous ne les traînerons pas en justice car cela ne nous gêne absolument pas, mais nous tenons à préciser que c'est un mensonge envers leurs lecteurs.

Le fait qu'ils se cachent derrière notre étiquette montre surtout qu'ils ne se sentent même pas d'avoir une identité politique propre et qu'ils ont besoin de se couvrir de la nôtre. En fait cela pourrait nous flatter, vu tout le mal qu'ils disent de nous.

En tout cas, avoir besoin de mettre un masque est un mauvais début dans la vie politique.